

LES

N° 18

PERSÉCUTEURS

PROCESSIFS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DU DÉLIRE DES PERSÉCUTIONS

CHEZ LES DÉGÉNÉRÉS

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue à la Faculté de médecine de Montpellier

LE 16 MARS 1895

PAR

Louis CAZALS

Né à Mazuby (Aude)

ANCIEN INTERNE DE L'ASILE DE BASSENS (SAVOIE)

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE CENTRALE DU MIDI

(HAMELIN FRÈRES)

1895

A M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ SARDA

Médecin en chef de l'Hôpital Général.

A MONSIEUR LE DOCTEUR DUMAZ

Ancien interne des hôpitaux.

Directeur-médecin en chef de l'Asile de Bassens.

Membre correspondant de la Société médico-psychologique.

L. CAZALS.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR MAIRET

Doyen de la Faculté de médecine.

L. CAZALS.

A MES EXCELLENTS AMIS

LES DOCTEURS

CHARLES, LAFONT ET CALVET

De loin, de près, toujours.

A TOUS MES AMIS

L. CAZALS.

AVANT-PROPOS

Nous n'avons pas la prétention d'apporter ici des idées neuves sur un sujet inédit, puisque déjà, en 1878, Krafft-Ebing a, dans le *Allgemeine Zeitschrift für Psychiatrie*, excellemment mis en relief les caractères qui distinguent les persécuteurs processifs. Depuis, Ritti leur a consacré une page de son article « Persécution » du Dictionnaire de Dechambre, et d'autres travaux ont paru sur le même sujet dans différents recueils périodiques de la France et de l'étranger.

Malgré cela, le gros public médical connaît peu les processifs, peut-être parce que les documents qui les concernent sont dispersés aux quatre coins de la littérature neuro-pathologique, et c'est bien fâcheux, car ce genre d'aliénés deviennent facilement criminels, et leur état mental échappe souvent, et aux médecins qui ne reconnaissent pas leur délire, et aux magistrats qui ne songent pas à les faire examiner.

Ces diverses considérations nous ont engagé à donner de ce point de la pathologie mentale une vue d'ensemble. Nous espérons que ce travail pourra être de quelque utilité pour ceux de nos confrères qui, faute d'être renseignés, courraient le risque de laisser échapper l'occasion de porter un diagnos-

tic d'autant plus important qu'il y va de la responsabilité pénale d'un prévenu.

Les observations, qui sont la base de cette dissertation inaugurale, ont été recueillies à l'asile de Bassens, dans le service de M. le docteur Dumaz, dont nous avons eu l'honneur d'être pendant trois ans l'interne. Nous sommes heureux de lui exprimer ici nos sentiments de profonde reconnaissance. C'est à lui que nous devons ce qu'il peut y avoir de juste dans le modeste travail que nous proposons à la bienveillance de nos Juges.

Et, puisque nous en sommes aux dettes du cœur, M. le professeur agrégé Sarda sait bien que nous en avons contracté à son égard de trop grandes pour les oublier jamais.

M. le professeur Mairet, doyen de la Faculté de médecine, nous a fait l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse : qu'il reçoive l'hommage de nos respectueux remerciements.

Montpellier, le 10 décembre 1894.

LES PERSÉCUTEURS PROCESSIFS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DU DÉLIRE DES PERSÉCUTIONS
CHEZ LES DÉGÉNÉRÉS

CHAPITRE PREMIER

Historique. — Considérations générales sur la dégénérescence mentale. — Les persécuteurs raisonnants. — Leurs différences d'avec les persécutés du type Lasègue.

« De tout temps, il a existé parmi les aliénés des malades dont les allures caractéristiques, la physionomie spéciale, ont attiré l'attention des observateurs. Manifestement délirants, ils n'en présentent pas moins ce phénomène singulier de l'intégrité plus ou moins apparente des facultés syllogistiques : ce sont des fous sans doute, mais des fous qui peuvent vivre longtemps de la vie commune, qui savent discuter, écrire des mémoires justificatifs et défendre leurs conceptions délirantes avec parfois assez d'adresse pour convaincre leur entourage. L'attention, la mémoire, la réflexion, peuvent paraître

peu ou point touchées ; le point de départ de leurs raisonnements est faux : mais enfin ils raisonnent » (Magnan et Sérieux) (1).

Entrevues à la fin du siècle dernier par Paul Zacchias et Boerhaave, ces formes spéciales de l'aliénation mentale sont par ces observateurs confondues sous le nom de « mélancolie » et distinguées par eux du délire général. Pinel, en 1809, décrit les deux formes opposées que peut prendre la mélancolie de Zacchias : « C'est quelquefois, dit-il, une bouffissure d'orgueil et l'idée chimérique de posséder des richesses immenses ou un pouvoir sans bornes : c'est, d'autres fois, l'abattement et le désespoir » (Pinel). Mais tout cela est encore bien vague et ne sort pas de l'observation vulgaire jusqu'au jour où Esquirol crée la « monomanie » caractérisée par une lésion partielle de l'intelligence, des affections ou de la volonté.

Sans doute, la monomanie d'Esquirol suscite bien des critiques dont quelques-unes fort légitimes : « Division artificielle reposant bien plus sur l'habitus du malade que sur la pathogénie et l'évolution de la maladie, d'un côté, elle groupait ensemble des espèces différentes ; de l'autre, elle répartissait dans des classes distinctes des formes identiques ; enfin, elle isolait et constituait comme entités pathologiques des aspects symptomatiques, des épisodes de la même affection » (2). Malgré tout, cette création d'Esquirol n'en a pas moins été une des étapes nécessaires pour arriver à notre conception actuelle des psychoses systématisées. Après plus d'un demi-siècle, l'œuvre d'Esquirol demeure, pour ainsi dire, entière. Il a eu le grand mérite d'avoir nettement différencié l'aliéné « qui, parmi les innombrables idées que l'intelligence

(1) Magnan et Sérieux, *Le délire chronique à évolution systématique*, p. 9.

(2) Magnan et Sérieux, *loc. cit.*, p. 13.

peut enfanter, n'en offre qu'un petit nombre de lésées, conserve une activité normale, peut vaquer aux choses ordinaires de la vie, du maniaque et du mélancolique dont l'intelligence complètement bouleversée amène une activité désordonnée ou une inertie que rien ne peut vaincre » (Baillarger).

Il a montré la voie que ses successeurs ont suivie pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos des psychopathies partielles. Après lui, Guislain, en 1852, sépare le « monodélire accusateur » de la mélancolie, et, au mois de février de la même année, Lasègue publie dans les *Annales générales de médecine* sa monographie *Du délire de persécution*, œuvre capitale qui, du grand complexe symptomatique désigné par Esquirol sous le nom de lypémanie, sépare un groupe de malades présentant, non pas ces idées de persécution vagues et confuses qu'on rencontre à titre d'épisode dans un très grand nombre d'états psychiques, mais un délire de persécution organisé en système. Cependant le groupe de Lasègue avait encore un tort : celui d'être basé presque exclusivement sur un caractère symptomatique, l'idée nette de persécution, et d'englober des faits disparates. Il a dû forcément être simplifié, et successivement, Morel, en 1860, décrit le délire hypochondriaque ; Foville (1), en 1871, nous montre que les hallucinés persécutés de Lasègue deviennent des persécutés ambitieux, et les range dans une nouvelle espèce pathologique : la mégalomanie.

Puis, Morel ayant fait entrer dans la science la notion de la dégénérescence mentale, on éprouve le besoin de distinguer les psychoses dégénératives de celles qui ne le sont pas. A ce point de vue, en Allemagne, Mendel, Werner, et tout récemment Snell, décrivent soigneusement des folies systé-

(1) Foville, *Étude clinique de la folie avec prédominance du délire des grandeurs*. Paris, 1871.

matisées qu'ils désignent du nom de «paranoïa». Schüle (1), dans son essai de classification, différencie les psychoses survenant chez l'individu à développement organo-psychique normal, des psychoses survenant chez les individus à développement organo-psychique défectueux. Krafft-Ebing étudie consciencieusement les caractères spéciaux que présentent les persécutés-persécuteurs ou persécuteurs raisonnants, et, parmi eux, tout particulièrement les persécuteurs processifs qui font le sujet de cette dissertation inaugurale.

Les processifs sont donc une subdivision de ce groupe spécial qu'on désigne du nom de persécutés-persécuteurs, ou de persécuteurs raisonnants. Il serait peut-être opportun de se demander s'il existe des différences assez marquées entre ces derniers malades et les persécutés du type Lasègue pour que leur réunion en une classe à part soit nécessaire. Très certainement, et la première de ces différences ressort de ce fait d'observation que les persécuteurs raisonnants sont des dégénérés, tandis que les persécutés du type Lasègue sont de simples héréditaires.

Nous n'avons pas la prétention d'aborder ici des points de doctrine que notre inexpérience nous permettrait difficilement de discuter, mais nous voudrions cependant essayer de montrer la différence qui sépare la dégénérescence de l'hérédité. En fait, l'hérédité domine à ce point l'étiologie de tous les états dégénératifs, qu'on est, à tort selon nous, porté à la considérer comme l'élément indispensable, indépendamment duquel il n'y a pas de dégénérescence possible, et que, pour beaucoup d'auteurs, dégénérescence et hérédité sont synonymes.

Sans doute, la grande majorité des dégénérés sont des héréditaires. Il faut bien observer cependant qu'il ne saurait être ici question d'hérédité homologue, mais de la trans-

(1) Schüle, *Traité clinique des maladies mentales*.

mission aux descendants d'un vice originel dépendant d'affections très diverses des générateurs (1).

Il s'agit bien plutôt, au point de vue qui nous occupe, de maladies de l'hérédité que de maladies héréditaires à proprement parler. Dans quels cas peut-on dire, en effet, qu'une race dégénère, sinon lorsque les qualités spécifiques qui caractérisent cette race cessent de se transmettre par l'hérédité, lorsque les enfants cessent de ressembler à leurs parents et à leurs frères et sœurs, et qu'il en résulte un changement dans l'adaptation au milieu physique et social ? Il faut entendre par dégénérescence, comme l'a fort bien dit Dixon, la perte des qualités héréditaires qui ont déterminé et fixé les adaptations de la race. La caractéristique de ce qu'on appelle dans la race humaine l'hérédité morbide et la dégénérescence, c'est justement la variété de la descendance qui devient de moins en moins capable de s'adapter, en raison de ses défauts physiques, intellectuels et moraux. La dégénérescence, en effet, ne se manifeste pas, quoi qu'on en ait dit, par des retours à des formes ancestrales, mais par des troubles embryogéniques amenant des déviations fonctionnelles incompatibles avec les adaptations ancestrales. « La stérilité, qui est l'aboutissant nécessaire de la dégénérescence des races humaines, n'a rien à faire avec l'atavisme. En les considérant de près, on voit que les stigmates de dégénérescence, en général, sont des déformations tératologiques. Si le dégénéré ne donne plus naissance à des êtres qui lui ressemblent, ce n'est pas parce qu'il a acquis la faculté particulière de transmettre des caractères qui ne lui appartiennent pas ; mais c'est que la dégénérescence est la dissolution de l'hérédité (2). »

La dégénérescence se montre aussi bien comme la disso-

(1) Sarda, *Leçons de pathologie générale*. Montpellier, 1894. Inédit.

(2) Ch. Féré, *La famille névropathique*, 1894, p. 245.

lution de l'hérédité, lorsqu'elle est acquise que lorsqu'elle est congénitale. Le renouvellement incessant de nos éléments anatomiques qui maintient les formes extérieures et les propriétés héréditaires, constitue, a-t-on dit, un véritable processus d'hérédité, qui peut être dévié lui-même par la plupart des agents susceptibles de troubler l'embryogénèse ; ces troubles de la nutrition peuvent avoir des conséquences durables et véritablement dégénératives. Ce n'est pas sans raison que Lasègue disait des cérébraux par traumatisme crânien qui offrent tous les caractères de la dégénérescence mentale, qu'ils héritent d'eux-mêmes.

C'est que, en effet, toutes les dégénérescences ne sont pas congénitales. « Un fait qu'on ne saurait passer sous silence, dit Magnan (1), c'est que, si les dégénérescences mentales sont héréditaires, dans quelques circonstances elles peuvent être acquises. » Les recherches de Lasègue et de Cotard nous ont montré très clairement que les états dégénératifs étaient souvent le résultat de maladies infantiles. « Les dégénérés sont avant tout, dit Cotard (2), des congénitaux, des infantiles, ou même des juvéniles : leur propre caractère est d'avoir été frappés pendant la période de croissance et de présenter par conséquent des arrêts de développement et des malformations aussi bien au physique qu'au moral. »

La dégénérescence est donc une forme spéciale de l'hérédité, et on pourrait presque la définir : la suppression de l'hérédité. Le dégénéré est bien un héréditaire, mais un héréditaire d'espèce particulière auquel ont été transmis fort peu des caractères communs de sa race. Il est fort souvent dissemblable de ses ascendants, au physique aussi bien qu'au moral, circonstance qui semble négative de l'hérédité.

(1) Magnan, *Société médic.-psych.*, janvier 1886.

(2) Cotard, *Société médic.-psych.*, janvier 1886.

Et d'ailleurs, au point de vue clinique, il est facile de distinguer l'héréditaire dégénéré de l'héréditaire simple. « La distinction, dit Saury, n'est certes pas subtile. Si, dans tous les cas, l'organisme est préparé d'avance à contracter la folie, que de différences immédiates ou prochaines ! D'un côté, nous trouvons un individu dont la prédisposition ne s'accompagne d'aucun signe pathognomonique. Loin d'être irrémédiablement modifié dès le début, au point de vue intellectuel ou physique, il peut rester sain toute sa vie. Il est bien en puissance de la diathèse vésanique, mais d'une façon latente, et rien ne trahit au dehors le fâcheux héritage. Qu'une occasion surgisse, capable de faire éclater la folie, celle-ci ne portera à son tour aucune empreinte insolite. En somme, et jusqu'au moment où la maladie fait son apparition, le prédisposé ordinaire ne s'est pas, pour ainsi dire, distingué de l'homme normal.

» Chez le dégénéré, au contraire, tout révèle un état organique essentiel que des stigmates physiques permettent de reconnaître même dès la naissance. Plus tard, les dispositions morales et intellectuelles viennent, elles aussi, et mieux que la conformation extérieure, dévoiler le cachet originel. De son côté, la folie, qui n'attend pour éclore que la cause la plus banale, présente des particularités inhérentes à la tare première (1). »

Ainsi donc, les psychoses héréditaires proprement dites se distinguent parfaitement des psychoses dégénératives. Dans l'intervalle des accès épisodiques, ou avant le développement de la maladie mentale chronique, les individus qui en sont affectés ne présentent aucune lésion notable de l'intelligence ou du caractère : ce sont des individus normaux.

« Chez les dégénérés, au contraire, les causes morbides,

(1) Saury, *Étude sur la folie héréditaire*. Paris, 1886.

héréditaires le plus souvent, individuelles dans quelques cas, ont entravé le développement régulier du système nerveux, si bien que ces individus présentent à l'état permanent des tares intellectuelles ou morales faciles à découvrir dès le jeune âge. Chez eux, le délire passager ou durable, lorsqu'il survient, n'est plus simplement, comme chez les héréditaires, le résultat d'une prédisposition latente jusqu'à son éclosion, mais l'aboutissant d'un état originel et habituel d'infériorité cérébrale et de déséquilibration mentale (1). »

Une comparaison très ingénieuse, empruntée par Cullerre à la pathologie commune, nous rend plus nette cette différence :

« Parmi les tributaires de la diathèse arthritique, nous voyons des individus vigoureux, d'une santé irréprochable jusqu'au jour où ils sont frappés subitement d'un accès de goutte aiguë : l'accès guéri, ils reprennent jusqu'à nouvel ordre leur santé florissante d'autrefois. A côté de ceux-là, nous en voyons d'autres (ce sont en général les enfants des précédents) qui sont nés faibles et chétifs, que la diathèse prend dès le berceau pour les conduire pendant tout le cours de leur existence à travers une série d'affections plus ou moins légères, différentes pour la forme et le siège, et qui, suivant l'expression de Pidoux, sont comme les scènes variées d'un seul et unique drame morbide (2). »

Ces deux catégories d'arthritiques répondent à nos deux catégories d'aliénés : les héréditaires et les dégénérés.

Il serait superflu d'entrer dans le détail des stigmates tant physiques que psychiques de la dégénérescence, et l'on n'attend certainement pas de nous que nous passions successivement en revue l'asymétrie ou les malformations du crâne et

(1) Gilbert Ballet, *Les Psychoses*. (In *Traité de médecine* de Charcot, Brossaud, Bouchard, t. VI, p. 1150.)

(2) Cullerre, *Traité pratique des maladies mentales*, p. 276.

de la face, et particulièrement du pavillon de l'oreille, et qu'ensuite nous décrivions toutes les anomalies de l'intelligence, du caractère et de la conduite, de l'émotivité et de la volonté que présentent les dégénérés. Mais il est nécessaire que nous montrions les différences qui séparent les persécutés dégénérés des persécutés héréditaires.

A part que ceux-ci sont en général indemnes des stigmates de la dégénérescence, ceux notamment qui sont affectés de délire chronique à évolution systématique du type Magnan, les persécutés du type Lasègue ont toujours des hallucinations : les persécutés dégénérés n'en ont jamais, ou si par hasard ils en présentent, c'est à titre exceptionnel et tout à fait accessoire. « Le délire de ces malades n'est que l'exagération pathologique se produisant à une certaine époque de la vie des dispositions cérébrales défectueuses qui constituent le fond de leur caractère (1). »

Ces persécutés n'ont pas, à proprement parler, de conceptions délirantes : ce sont des aliénés raisonnants, des fous lucides. On les appelle persécuteurs raisonnants, et cette dénomination semble parfois être celle qui leur convient le mieux. Ils sont, en effet, beaucoup plus des persécuteurs que des persécutés : ce qui domine chez eux, c'est la tendance à revendiquer des droits imaginaires, à obtenir la réparation de torts dont ils se prétendent indûment les victimes. Leurs actes, plus encore que leurs idées, portent le cachet morbide.

Le délire des persécuteurs raisonnants n'a pas pour point de départ une invention, une illusion sensorielle, une hallucination comme celui des persécutés du type Lasègue, mais un fait vrai par eux dénaturé à leur préjudice, ce qui les fait souvent méconnaître. Enfin, ils ne tombent jamais dans la mégalomanie. Leurs troubles intellectuels aboutissent très tard

(1) Gilbert Ballet, *loc. cit.*, p. 1166.

à la démence : mais ils restent identiques à eux-mêmes. Pas non plus ici de ces altérations de la personnalité si fréquentes chez les persécutés ordinaires. Le malade est un et identique à lui-même jusqu'à la fin. Il peut aller s'affaibissant quant à l'activité cérébrale, mais il est immuable.

L'incurabilité est aussi un des caractères essentiels de ce délire.

CHAPITRE II

ESSAI DE PATHOGÉNIE

État mental chez l'hystérique et chez le dégénéré persécuté

La personnalité humaine est le résultat de deux facteurs réagissant l'un sur l'autre : l'organisme et le milieu. La doctrine de l'évolution établit nettement les transformations parallèles du milieu et de l'organisme. Dans la série des étapes parcourues par l'être vivant, le rôle du milieu fut souvent prépondérant, et à l'heure qu'il est, si ce rôle semble moins actif, sa nature même intervient encore d'une manière essentielle. « Il est évident, par exemple, que le milieu doit rester compatible avec la vie. Il ne pourrait être question de personnalité d'aucune sorte là où l'organisme ne rencontrerait pas les conditions propres à son existence. Mais, d'un autre côté, le mode d'utilisation des ressources du monde extérieur dépend de l'organisation individuelle. Et l'on sait que ce mode d'utilisation contribue largement à imprimer à la personnalité son allure, à la société son cachet. En résumé, plus le caractère, soit de l'organisme, soit du milieu, est essentiel et général, plus ce caractère est prépondérant. Mais, plus il est secondaire et indépendant des conditions indispensables à la vie, moins grande est son influence sur la nature même de la personnalité (1). »

(1) Dallemagne, *Principes de sociologie*. Bruxelles, 1886.

La personnalité humaine est donc le résultat d'un double travail d'adaptation entre l'être humain et le monde extérieur. Et, si l'on ne craignait de pousser les choses trop loin, on pourrait dire que cette personnalité humaine, ainsi comprise, peut s'examiner sous un double aspect : par le côté biologique et psychologique, quand il s'agit des modifications qu'elle reçoit du milieu ; par le côté social, quand on envisage les transformations qu'elle fait subir au monde qui l'entoure.

Or la civilisation contemporaine a créé un milieu extérieur évidemment peu favorable au bon développement, soit physique, soit moral de l'organisme humain.

L'augmentation de la consommation des excitants et des narcotiques, l'accroissement énorme de la population des grandes villes, où l'on respire un air chargé de détritiques organiques, où l'on mange des aliments contaminés, falsifiés, au point qu'on a pu comparer les effets du séjour des villes avec celui des mares, et qu'on a décrit une véritable malaria urbaine, sont évidemment des conditions contraires à la santé physique et morale. Ce qui le prouve, c'est que nombre d'enfants nés et élevés dans ce milieu urbain subissent l'arrêt de développement caractéristique relevé par Morel (1) dans la population des contrées paludéennes.

Mais il est une cause beaucoup plus générale encore que la croissance des grandes villes. Cette cause est la fatigue de la génération contemporaine. Or, cette fatigue, l'humanité civilisée tout entière la supporte depuis un demi-siècle. « Toutes ses conditions vitales ont subi, en ce laps de temps, une révolution dont il n'y a pas d'exemple dans l'histoire universelle. Les statistiques indiquant dans quelle mesure la somme de travail de l'humanité civilisée s'est accrue depuis un demi-siècle sont très instructives à ce point de vue. L'humanité

(1) Morel, *Traité des dégénérescences*, p. 614 et 615.

n'était pas de taille à supporter cet immense effort. Il l'a épuisée et fatiguée, et cet épuisement et cette fatigue se manifestent chez la première génération, sous forme d'hystérie acquise ; chez la seconde, d'hystérisme héréditaire (1). Hystérie et dégénérescence ont donc une cause commune, l'usure organique exagérée, la dépression des phénomènes vitaux. L'observation de chaque jour nous démontre la vérité de cette proposition pour ce qui concerne les dégénérés. Des expériences probantes de Féré l'établissent pour l'hystérique. Dans une communication à la Société de biologie, ce très distingué médecin s'exprime ainsi : « J'ai observé, récemment, un certain nombre de faits qui mettent en évidence l'analogie qui existe entre la fatigue et la condition permanente des hystériques. On sait que chez les hystériques la symétrie des mouvements se manifeste d'une manière très caractéristique dans de nombreuses circonstances.

» J'ai constaté que, chez les sujets normaux, cette même symétrie des mouvements se retrouvait sous l'influence de la fatigue. Un phénomène qui se montre bien marqué chez les grands hystériques, c'est cette excitabilité particulière qui fait que l'on voit, sous l'influence d'excitations périphériques ou de représentations mentales, l'énergie des mouvements volontaires subir des modifications rapides et transitoires coexistantes avec des modifications parallèles de la sensibilité et des fonctions de nutrition. Cette excitabilité peut être également mise en évidence dans la fatigue... La fatigue constitue une véritable hystérie expérimentale momentanée ; elle établit une transition entre les états que nous appelons normaux et les états divers compris sous le nom d'hystérie. On peut changer en hystérique un individu normal en le fatiguant... Tous les agents provocateurs de l'hystérie peuvent

(1) Max Nordau, Traduction Dietrich, *Dégénérescence*, p. 73, 1894, Berlin.

être ramenés, au point de vue de leur rôle pathogénique, à un processus physiologique unique : la fatigue, la dépression des phénomènes vitaux⁽¹⁾. »

Ainsi donc, au point de vue pathogénique, il ne paraît pas qu'on puisse nier la très proche parenté de l'hystérie et des états dégénératifs. Nous ne voudrions pas pousser trop loin la comparaison et assimiler, par exemple, comme l'ont fait certains auteurs, les stigmates de l'hystérie aux stigmates physiques de dégénérescence. Mais il faut bien reconnaître que les ressemblances s'accroissent, si l'on rapproche l'état mental de l'hystérique de l'état mental du dégénéré. Hystérique et dégénéré sont l'un et l'autre caractérisés par l'égoïsme, l'orgueil, la vanité, l'infatuation. Pour l'un et pour l'autre, la société semble tout à fait étrangère : ils ne connaissent qu'eux-mêmes, ne s'intéressent qu'à eux-mêmes. Une énorme hypertrophie du moi, telle est la note dominante de leur mentalité, à un degré bien plus considérable chez le dégénéré, et en particulier chez le dégénéré persécuteur, que chez l'hystérique. Ce dernier est pour ainsi dire l'esquisse du persécuté-persécuteur. La parenté entre les deux états morbides est tout aussi évidente, si l'on considère les familles de névropathes où, à côté d'hystériques avérés et de neurasthéniques, on trouvera des dégénérés supérieurs, des déséquilibrés, de véritables aliénés.

Aussi, l'hystérie a paru à certains neuropathologistes la première étape de cette régression progressive des facultés qui constitue les psychoses dégénératives. Et, en effet, cette idée semble conforme à la théorie physiologique de l'hystérie, qui la fait consister en une dissociation fonctionnelle de la plupart des départements nerveux, en une synthèse de déséquilibres partiels se traduisant dans les divers domaines de l'activité sympathique et centrale.

(1) Ch. Féré, *Semaine médicale*, 1890, p. 192.

A un degré plus avancé d'involution héréditaire, cette incoordination fonctionnelle sera remplacée par la régression des fonctions. Et cette régression se fera suivant une loi dont Ribot (1), l'un des premiers, a bien mis en relief les caractères à propos des phénomènes de mémoire: « La destruction progressive de la mémoire, dit-il, subit une marche logique, une loi. Elle descend progressivement de l'instable au stable. Elle commence par les souvenirs récents qui, mal fixés dans les éléments nerveux, représentent l'organisation à son degré le plus faible. Elle finit par cette mémoire sensorielle instinctive qui, fixée dans l'organisme, représente l'organisation à son degré le plus fort. Du terme initial au terme final, la marche de l'amnésie, réglée par la nature des choses, suit la ligne de la moindre résistance, c'est-à-dire de la moindre organisation (2).

Cette loi, dit le même auteur, si générale qu'elle soit par rapport à la mémoire, n'est qu'un cas particulier d'une loi encore plus générale, d'une loi biologique. C'est un fait bien connu dans le domaine de la vie, que les structures formées les dernières sont les premières à dégénérer. La dissolution va du complexe au simple.

Au point de vue qui nous occupe, la régression, s'attachant tout d'abord aux acquis les plus récents, attaquera en premier lieu l'élément psychique. C'est dans le domaine de l'écorce, dans l'intellectualité pure, dans le monde des idées, des images ou des sensations complexes, qu'elle portera ses premiers coups. Et, dans ce domaine, elle atteindra d'abord les idées et les sentiments altruistes, d'acquisition plus récente que les idées et les sentiments égoïstes aussi anciens, eux, que l'instinct de la conservation personnelle.

Ces sentiments égoïstes, avec l'orgueil et l'infatuation de

(1) Ribot, *Les maladies de la mémoire*, 1881.

(2) Id., *ibid.*

soi, nous les trouvons chez les ascendants directs de nos persécutés-persécuteurs, chez leurs collatéraux, chez nos malades eux-mêmes avant l'apparition de leur délire des persécutions qui n'est, en somme, que l'hypertrophie du moi poussée à ses dernières limites.

Les tableaux suivants, empruntés à l'ouvrage du D^r Campagne : *La Manie raisonnante*, nous montrent la constance de l'égoïsme chez les ascendants et les collatéraux, en même temps que la fréquence des troubles nerveux chez ces derniers.

ÉTYMOLOGIE. — Tableau n° 1. HÉRÉDITÉ. — SECONDE GÉNÉRATION (sur 15 cas)									
Altération mentale	DÉFECTUOSITÉS INTELLECTUELLES			DÉFECTUOSITÉS MORALES				DÉFECTUOSITÉS DE LA VOLONTÉ	
	Intelligence au-dessous de la moyenne	Jugement faux, peu de sens commun	Bizarrité, originalité, excentricité	Absence des sentiments supérieurs et altruistes	Prédominance des sentiments égoïstes	Prédominance des penchants	Rabaissement de caractère	Energie exagérée de caractère	Défectuosités de la sensibilité morale
Grand-père paternel....		6e obs. 13e obs.	6e obs. 13e obs.	6e obs.	1e obs. 4e obs. 7e obs. 8e obs.	4e obs. 7e obs. 12e obs.	6e obs.		4e obs. 6e obs.
Grand'mère paternelle...	1e obs.		4e obs.		4e obs. 4e obs. 12e obs.		4e obs.		1e obs. 4e obs. 12e obs.
Grand-père maternel....	5e obs.	5e obs. 12e obs.	4e obs. 6e obs. 12e obs.		1e obs. 4e obs. 5e obs. 6e obs. 7e obs.	1e obs. 4e obs. 12e obs.	5e obs. 12e obs.		1e obs. 4e obs. 7e obs.
Grand'mère maternelle...	7e obs.		6e obs.	4e obs. 5e obs. 6e obs.	4e obs. 4e obs. 5e obs. 6e obs. 7e obs. 12e obs.		7e obs.		4e obs. 5e obs. 12e obs.
Grand-oncle paternel...									
Grand'tante maternelle..			6e obs.	6e obs.	6e obs.	4e obs.			4e obs.
	3	4	8	5	20	7	5	»	12
									4
									2
									4
									18
									9
									21
									15
									4
									3
									70

ÉTYMOLOGIE. — Tableau n° 2 (suite). HÉRÉDITÉ. — PREMIÈRE GÉNÉRATION (sur 15 cas)																		
COTE MATERNELLE																		
Mère	Allération mentale	5e obs.	2e obs.	2e obs.	2e obs.	4e obs.	3e obs.	1e obs.	10e obs.	1e obs.	4e obs.	6e obs.	1e obs.	6e obs.	6e obs.	Autres maladies graves	TOTAL	
		6e obs.	11e obs.	7e obs.	7e obs.	5e obs.	7e obs.	7e obs.	2e obs.	2e obs.	2e obs.	2e obs.	2e obs.	2e obs.	9e obs.			9e obs.
		7e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.	10e obs.			10e obs.
		9e obs.				11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.	11e obs.			11e obs.
		15e obs.				13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.	13e obs.			13e obs.
Oncles		1e obs.	7e obs.	7e obs.	7e obs.	4e obs.	4e obs.	1e obs.	10e obs.	1e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.		22	
		8e obs.	7e obs.	7e obs.	7e obs.	6e obs.	6e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.	4e obs.			
Tantes		6e obs.	7e obs.	7e obs.	7e obs.	2e obs.	6e obs.	2e obs.	7e obs.	2e obs.	6e obs.	6e obs.	6e obs.	6e obs.	6e obs.		20	
						6e obs.	7e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.	5e obs.			
(*) Parmi ces 8 cas de folie, il en est un qui est honteux.	8 (*)		7	16	24			21	48	6	18	6	35	6	2		203	

(*) Parmi ces 8 cas de folie, il en est un qui est douteux.

L'examen attentif de ces tableaux nous montre que les ascendants des malades du Dr Campagne auraient bien pu délirer, eux aussi, s'ils avaient été soumis à l'influence de la cause, souvent banale, qui a amené la folie chez les descendants, et nous permet de nous expliquer fort bien la fréquence chez les persécutés-persécuteurs de la folie communiquée dont notre observation IV est un curieux exemple.

Ainsi donc, au même titre que l'hystérique, le persécuté-persécuteur est un produit direct de la dégénérescence mentale. Il marque un premier stade de régression, d'involution héréditaire, la disparition des idées et des sentiments altruistes. Il nous reste maintenant à nous occuper plus spécialement des persécuteurs processifs.

CHAPITRE III

Les persécuteurs processifs

Les tendances et les préoccupations pathologiques peuvent varier chez les différents persécuteurs raisonnants : aussi, les auteurs ont-ils établi des subdivisions dans le groupe. Les persécuteurs processifs constituent certainement l'une des plus intéressantes de ces subdivisions. Leurs caractères spéciaux ont été bien mis en relief par Krafft-Ebing, qui a décrit l'affection qu'ils présentent sous le nom de *Querulanten Wahnsin*, de *Irresinn der Querulanten und Processkrämer*, folie des querelles ou des procès.

Ces aliénés se font remarquer de bonne heure par une déplorable tendance à la controverse, à la persécution et à la chicane. Ils aiment à se poser en victimes ; très personnels, très égoïstes, très pleins d'eux-mêmes, les faits les plus insignifiants deviennent pour eux l'occasion de plaintes et de récriminations que rien d'ailleurs ne légitime.

« Ils grandissent ainsi, dit Krafft-Ebing, et arrivent à l'adolescence et à l'âge adulte, ayant tout fait pour s'aliéner les sympathies, ayant vécu en mauvaise intelligence avec leurs parents, leurs frères, leurs camarades : vrais fléaux dans les milieux où ils se trouvent, toujours exigeants et jamais satisfaits, ils jettent autour d'eux la discorde. » (Krafft-Ebing.)

(1) Krafft-Ebing, *Allg. Zeitschrift für Psychiatrie*, 1878 et *Lehrbuch der Psychiatrie*, p. 460. Stuttgart, 1890.

Comme les hystériques et les enfants, ils se mentent à eux-mêmes et ont le travers d'inventer. Pleins d'eux-mêmes et de leur infailibilité, ils ne supportent aucune contradiction : d'où des conflits permanents avec leur entourage. Un grand nombre de processifs se maintiennent à cet état de simple anomalie de caractère, véritables fléaux pour ceux qui les approchent. S'ils n'ont pas de procès ou ne peuvent en faire pour eux-mêmes, ils excitent les autres à en intenter et se font alors avocats.

Mais vienne une circonstance qui les impressionne plus vivement, une punition infligée, un procès perdu, un échec dans une entreprise, on verra éclater chez eux un véritable délire de la chicane. Le processif sacrifie tout, bien-être, fortune, famille, au besoin qui le tourmente de rentrer dans ses droits. « Une fois qu'il est résolument entré dans cette voie des récriminations judiciaires, il n'en sort plus. Trouvant chaque jour dans les phases diverses de la procédure un nouvel élément à ses rancunes et à ses projets de vengeance, il fait constamment antichambre chez les hommes d'affaires et consent sans hésitation à tous les sacrifices d'argent, pourvu qu'il puisse démasquer ses ennemis, confondre les escrocs, renverser la cabale et arriver à la proclamation solennelle de tous ses droits (1). »

L'idée ne lui viendra jamais que sa cause peut être mauvaise. Elle est perdue, parce que les juges sont prévaricateurs, ou bien encore parfois parce que la loi est injuste. « Vrais dégénérés, a écrit Krafft-Ebing, vrais dégénérés dont la déformation la plus saillante consiste dans un trouble éthique, qui, malgré une complète conscience d'un droit, ne leur permet jamais d'atteindre à une profonde intelligence morale du droit. Celui-ci ne leur apparaît, dans sa puissance formelle, que

(1) Legrand du Saulle, *Le délire des persécutions*, p. 1870.

comme moyen, comme arme légale pour atteindre leur but égoïste » (Krafft-Ebing) (1).

Et comme il n'y a chez les processifs ni conception délirante manifeste, ni hallucinations qui appellent sur leur état pathologique l'attention des personnes non prévenues, ils arrivent facilement à donner le change, et à se faire passer près de ceux qui les entourent pour d'innocentes victimes.

Ils peuvent ainsi faire partager leurs idées malades à une sœur, à un frère, à un mari, surtout si ces derniers sont d'une intelligence faible, et subissent dans la vie courante l'ascendant du malade. Ainsi est constituée l'une des variétés de cette folie à deux sur laquelle Lasèque et Fabret ont appelé l'attention, et dont les malades de notre observation IV sont un exemple des plus remarquables.

Et, même en dehors de sa famille, le processif trouve des approbateurs et des partisans. « Comme son délire a d'habitude pour point de départ un fait exact, qu'il sait en déduire avec une logique en apparence rigoureuse l'explication de son attitude et de sa conduite, qu'il ne recule pas toujours, d'ailleurs, devant le mensonge et la ruse pour les légitimer, il arrive à intéresser à son sort certaines personnes qui ne vont pas au fond des choses : il trouve dans le public et la presse des défenseurs qui consentent avec trop de facilité à voir des victimes là où il n'y a que des malades. » (Gilbert Ballet) (2). C'est le cas pour les deux malades qui font le sujet de notre quatrième observation, et qui nous paraissent réaliser le type le plus complet du persécuteur processif.

Une particularité assez curieuse de l'histoire mentale de ces malades, c'est qu'il leur arrive parfois de s'unir pour fonder des associations de fantaisie, par exemple : « L'Union des

(1) Krafft-Ebing, *Lehrbuch der Psychiatrie*, 1890, p. 463.

(2) Gilbert Ballet, *loc. cit.*, p. 1167.

opprimés pour la protection de ceux qui ont eu à subir les injustices des tribunaux (1). »

Un grand nombre, le plus grand nombre de ces malades, ne se bornent pas à réclamer et à protester, Ils vont parfois jusqu'à invectiver dans la rue, jusqu'à frapper ceux qu'ils accusent de leur être hostiles. Ils ne reculent même pas devant l'homicide, comme ce Mehring dont l'observation a été recueillie par Casper (2), qui tua un juge sur son siège, dans l'exercice de ses fonctions, comme les malades de nos quatre observations personnelles qui sont venus à l'asile au sortir de la maison d'arrêt, où ils avaient été conduits pour tentative de meurtre.

De ce groupe de persécuteurs processifs ressortissent aussi les faux régicides qui, préoccupés avant tout de leur intérêt personnel, se considérant comme victimes de l'injustice des hommes et du sort, frappent l'un des puissants du jour dans le seul but d'attirer l'attention sur eux et de se faire rendre justice : tels Mariotti, Perrin (3), et ce Jacob dont nous empruntons l'observation à Gilbert Ballet et Paul Garnier.

On trouve quelque chose d'analogue dans notre observation IV, où la logique de leur délire pousse les deux sœurs R... à concevoir une haine violente contre M. Cunisset-Carnot, gendre du défunt président de la République.

Les persécuteurs processifs sont donc bien fréquemment des criminels, ainsi que le prouvent nos quatre observations personnelles, et huit autres que nous empruntons, six à Casper, et une à Gilbert Ballet et Paul Garnier, une à notre ancien chef de service, M. le docteur Dumaz (de Bassens).

(1) Büchner, *Journal de Friedreich*, 1870, p. 263.

(2) Casper, *Viertel Jahrsch.*, t. VIII, p. 177.

(3) Régis, *Les régicides dans l'histoire et dans le présent*. (In *Revue d'anthropologie criminelle*, 1890, p. 1 et suiv.)

CHAPITRE IV

OBSERVATIONS

OBSERVATION I

(Personnelle. — Recueillie à l'Asile d'aliénés de Bassens)

Hérédité inconnue. — Signes physiques de dégénérescence. — Asymétrie faciale et crânienne avec microcéphalie. — A toujours été grand plaideur. — Une tentative de meurtre avant son entrée à l'asile. — Pas d'hallucinations. Persécuteur processif.

François J..., cultivateur, illettré, âgé de soixante-six ans, fut arrêté le 22 juillet 1890 en flagrant délit d'assassinat sur la personne du juge de paix de Lamothe-Servolex (Savoie), dans la salle même de la justice de paix.

Au moment où le juge de paix entra dans le vestibule, il vit un individu placé derrière, la porte qu'il prit pour un plaideur. A ce même instant, il reconnut François J... qui dirigeait sur lui un revolver à bout portant. Le coup rata. François J... chercha à faire feu de nouveau, mais deux personnes le désarmèrent et le remirent au gendarme de service. Interrogé séance tenante par ce dernier, il raconta que tous les gens de justice, avoués, avocats, étaient d'accord avec le juge de paix pour lui faire perdre ses procès, que, dès lors, il avait résolu de se venger.

« Depuis plus d'un an, dit-il, je médite ma vengeance. J'avais décidé de tuer un de ces messieurs, afin de pouvoir ensuite m'expliquer publiquement. J'ai choisi le juge de paix, parce que c'est le meneur de la bande. Je suis venu plusieurs fois à l'audience dans l'intention de le tuer, mais soit que l'occasion n'ait pas été favorable, soit que

le courage m'ait manqué, je n'ai pas exécuté mon projet. Aujourd'hui, je l'ai fait : le coup a raté : c'est malheureux, car je ne regrette pas ce que j'ai fait. »

Devant le juge d'instruction, il expliqua que, si le coup n'était pas parti, c'est qu'il s'était arrangé pour cela, sans pouvoir ni vouloir expliquer cette assertion.

Le juge d'instruction le fit examiner au point de vue mental par le directeur-médecin de l'asile de Bassens, qui déclara François J... irresponsable, parce qu'il était atteint du délire de la persécution. Ce délire avait pour point de départ un fait vrai qu'il interprétait à son préjudice. Ce fait était le suivant : un voisin avait pratiqué un chemin dans un pré que François J... revendiquait pour sa propriété. De là, contestation et une série de procès que François J... avait perdus naturellement, puisque le pré ne lui appartenait pas.

D'où il a conclu que juge de paix, huissiers, avoués, avocats, tout le monde était ligué contre lui. Et chaque fois qu'il soulevait un nouveau litige devant le juge de paix, toujours à propos de ce pré soi-disant à lui, c'était une rancune de plus qui s'ajoutait aux précédentes.

Ce délire remontait à plusieurs années, et François J... s'était ruiné en procès ; mais à chaque contestation le délire reparaissait en ce qu'il dénaturait des faits vrais en les interprétant systématiquement à son préjudice. C'était, à vrai dire, le délire des querelles.

Le juge d'instruction rendit une ordonnance de non-lieu et demanda le placement d'office de François J... à l'asile des aliénés de Bassens.

OBSERVATION II

(Personnelle. — Recueillie à l'Asile de Bassens)

Hérédité inconnue. — Stigmates de dégénérescence. — Plagiocéphalie. — Asymétrie faciale et crânienne. — Lobule de l'oreille non détaché. — Tubercule de Darwin développé. — A toujours été brouillon et grand discuteur. — Menaces de mort avant son entrée à l'asile. — Pas d'hallucinations.

François B..., âgé de soixante et un ans, gendarme en retraite, raconte que le géomètre M... avait déclaré devant le notaire et l'agent d'affaires que lui, François B..., possédait 4 mètres de terrain devant

sa maison, mais que son voisin P... conservait le droit de passage. Lorsque lui, François B... eut fait voir au géomètre un acte par lequel P... lui avait vendu ce droit de passage, ledit géomètre est venu déplacer les bornes indiquant les limites pour diminuer la contenance de son terrain, et ensuite il a fait un plan pour lui voler le seuil de sa porte.

Tel est le point de départ du délire des querelles de François B..., point de départ d'où sortirent de nombreux procès, tous perdus. François B... en conclut que géomètre, notaire, agent d'affaires, avocat, avoué, tribunaux, gendarmes et huissiers étaient ligüés contre lui. Et comme son fils ne partageait pas sa manière de voir, qu'il avait vendu les biens de sa mère pour payer les frais des procès de son père, il crut que son fils était d'accord avec tous ses ennemis. Il écrivit à tous les journaux de la localité, à toutes les autorités, préfet, ministres, députés, pour leur raconter la persécution dont il était victime.

Un jour il menaça avec un fusil son voisin P..., qui lui avait soi-disant vendu le fameux droit de passage. P... porta plainte et François B... expliqua que le fusil n'était pas chargé.

Enfin, son fils ayant désintéressé le dernier créancier de son père, ce fait mit le comble à l'exaspération de François B.... Il vint chez le président du tribunal, lui raconta tous ses malheurs, et, lui montrant un revolver chargé, il lui annonça qu'il se rendait chez son fils pour lui demander des explications.

Le magistrat, en présence d'un danger possible, invita François B... à se rendre au parquet, mais il refusa de voir le procureur de la République, parce qu'il faisait partie de la bande de «Mandrins» ligüés contre lui. Il préféra aller chez un journaliste. Celui-ci lui conseilla d'aller trouver le procureur de la République pour se faire rendre justice. Le lendemain matin, François B... se présenta chez le procureur de la République et lui exposa toute son affaire, ses procès perdus, la connivence de son fils avec ses ennemis et son intention de demander des explications à son fils le revolver à la main. Le procureur de la République le fit arrêter pour menaces de mort.

A l'instruction, François B... déclara que, puisque tout le monde était d'accord pour refuser de lui rendre justice, il avait résolu de faire un scandale, que, s'il s'était muni d'un revolver chargé, c'était pour menacer et non pour tuer son fils. Il voulait provoquer ainsi un

grand débat public où il dénoncerait toutes les injustices dont on l'abreuvait.

Le juge d'instruction le fit examiner au point de vue mental, parce qu'il n'est pas habituel de voir un criminel se rendre préalablement chez le procureur de la République pour l'informer de l'acte qu'il a l'intention de commettre.

L'expertise médico-légale déclara François B... irresponsable, parce qu'il était atteint du délire de la persécution.

Une ordonnance de non-lieu fut rendue et une demande d'internement adressée au préfet qui y fit droit.

Dans cette observation, comme dans la précédente, on constate un début chronique, caractérisé par l'apparition d'un délire d'interprétation de faits réels, mais dénaturés par le malade à son préjudice.

Ce délire est dépourvu d'hallucinations, d'incohérence du langage et de conceptions invraisemblables : il amène une phase de querelles et de procès, dans laquelle l'aliénation mentale passe tout à fait inaperçue aux yeux de tout le monde.

Puis, le délire se systématise et devient délire de persécution. François J... et François B... se considèrent comme la victime des hommes de loi : tous sont leurs ennemis.

La troisième phase est celle des voies de fait. Ils se posent en justiciers et préméditent un crime dans le double but de se venger et d'attirer l'attention sur la persécution dont ils sont l'objet.

OBSERVATION III

(Personnelle. — Recueillie à l'Asile de Bassens)

Pas d'antécédents héréditaires connus. — Bizarreries de caractère. — S'est, à l'âge de seize ans, jeté dans un puits à la suite d'observations que lui avait faites son père. — Constamment puni pendant son service militaire. — Tentative de meurtre avant son entrée à l'asile. — Pas d'hallucinations.

Pierre B..., âgé de trente-trois ans, né à St-C... (Aveyron), était gardien de la paix à Marseille depuis le mois de décembre 1887. En

mars 1890, il fit la cour à Claudine P..., originaire de la Savoie et exerçant à Marseille la profession de femme de chambre. Les amoureux se rencontraient chez le concierge de la maison où servait Claudine : leurs relations restèrent convenables. Pendant le courant de l'été, Pierre B... fut renvoyé du service de la police : il se plaça comme voiturier. Puis il loua un petit logement et acheta quelques meubles en vue de son mariage avec Claudine P... La sœur de Claudine, la concierge et la future épouse, visitèrent le logement et les acquisitions. Claudine P... fit quelques observations sur les dépenses qu'elle trouvait exagérées. Pierre B... répondit d'une façon brutale. Sur les conseils de ses parents et de ses maîtres, la jeune fille fit prendre quelques renseignements sur le compte de son futur mari. Ces renseignements changèrent ses sentiments, si bien qu'à la demande de sa main que Pierre B... adressa à ses parents, en décembre 1890, elle leur conseilla de refuser leur consentement, et elle écrivit à son prétendu que, ne voulant pas désobéir à sa famille, elle l'engageait à cesser toutes relations avec elle.

Une explication eut lieu chez la concierge. Devant le refus formel de Claudine, Pierre B... lui réclama le montant des meubles achetés en vue de leur installation.

Puis, il continua à la poursuivre, mais Claudine P... refusa de le revoir. Ce fut le patron de Claudine qui le reçut. Pierre B... s'emporta, insultant tout le monde. Il écrivit au patron de son ex-fiancée des lettres injurieuses pour cette dernière, qu'il traitait de fille publique, la menaçant de voies de fait, si elle ne lui remboursait pas les dépenses faites en vue de leur mariage. Le patron de Claudine jugea prudent de la renvoyer pendant quelque temps en Savoie, dans sa famille. Pierre B..., ignorant ce départ, continua son scandale sous les fenêtres, criant des propos diffamatoires. Puis, il adressa par écrit des menaces de mort à Claudine P..., des insultes par carte postale à elle et à ses parents, dans l'espoir de provoquer une plainte au parquet. Pendant une année, il continua ce système.

En mai 1892, il vint chercher du travail à Aix-les-Bains, à proximité du village où habitaient les parents de Claudine. Au bout de quelques jours, il vint dans ce village et réclama au père de son ancienne fiancée l'adresse de cette dernière. Le père refusa de lui faire connaître la résidence de sa fille. Pierre B... partit en proférant des menaces de mort contre elle.

Quelques jours après, il se représenta et ne trouva que la sœur de

Claudine ; il lui demanda, comme la première fois, l'adresse de cette dernière pour se faire rembourser, disait-il, les 2,000 francs qu'il avait dépensés en l'hébergeant pendant une année. La sœur lui répondit de s'en aller et de cesser de déshonorer la famille. Pierre B... sortit alors de sa poche un revolver et tira à bout portant sur la jeune fille. Celle-ci s'enfuit dans sa chambre. Pierre B... l'y suivit et tira sur elle cinq balles dont deux l'atteignirent, lui faisant heureusement des blessures sans gravité.

Pierre B... fut aussitôt arrêté par les gens du village et conduit à la mairie, Marie P... s'y rendit pour faire sa déposition. Le meurtrier l'apostropha en ces termes : « Tu ne t'en tireras pas comme ça et ta sœur mourra demain. »

Devant le juge d'instruction, Pierre B... ne manifesta que le regret d'avoir manqué Marie P... et le désir de retrouver sa sœur pour la tuer. Il traita le patron de Claudine de jésuite, appela la famille de Claudine une bande de voleurs, et prétendit que, s'il avait tiré sur Marie, c'est qu'elle l'avait bousculé. Confronté avec la victime, il l'accusa d'être la cause de tous ses malheurs.

Pendant sa détention, il écrivit au père de sa victime : « Vous devez être content que vos trahisons, falsifications de religion catholique et escroqueries envers moi, m'ont amené à une colère qui m'a troublé la tête. Ce sont vos filles qui sont la cause de tout. Elles m'ont provoqué, et vous autres, race de mauvaises gens, vous êtes responsables des événements. »

Au juge d'instruction, il écrivit un récit de sa vie, et expliqua que, si son mariage avec Claudine avait échoué, c'était la faute au curé de son village à lui.

Le juge d'instruction, mis en éveil par ces écrits, le fit examiner au point de vue mental par le directeur-médecin de l'asile de Bassens, qui déclara Pierre B... irresponsable, parce qu'il était atteint du délire de la persécution.

Le juge d'instruction rendit une ordonnance de non-lieu, et demanda au préfet son internement d'office.

Ce malade diffère des deux précédents en ce qu'il n'a pas mangé son bien en procès, et que le point de départ de son délire n'est pas une contestation de propriété, mais un amour

déçu. A part cela, il a tous les caractères des querellants.

Le début est chronique. Le premier symptôme est un chagrin sans motif. Pendant qu'il faisait la cour à Claudine, il lui a renvoyé ses lettres sans explication ; puis sa brutalité aux observations de sa fiancée, qui trouvait exagérées les dépenses de mise en ménage.

Quand elle refuse de le recevoir après leur rupture, il parle d'abord de mourir ensemble, puis, sur-le-champ, il réclame l'argent dépensé en meubles. Et, séance tenante, il devient diffamateur et traite celle qu'il aimait de fille publique.

Il n'a point d'hallucinations, il interprète à son préjudice et dénature des faits vrais. Claudine, à ses yeux, devient une voleuse : elle lui doit deux mille francs. Il écrit pour se faire poursuivre en justice, dans le but de provoquer une explication de tous ses malheurs. Il est persécuté. Enfin, il se fait justice de ses ennemis, la famille de Claudine, et tire sur sa sœur, à laquelle il n'a rien à reprocher.

Comme chez les deux malades précédents, le sens moral a disparu chez lui : il n'a aucun regret de son crime.

Comme chez les autres, on ne trouve chez lui aucun antécédent héréditaire.

OBSERVATION IV

(Personnelle.— Recueillie à l'Asile de Bassens)

Hérédité peu connue. — Bizarreries de caractère. — Menaces de mort. — Tentative de meurtre. — Folie à deux. — Pas d'hallucinations.

Les deux sœurs R..., Marie-Louise et Marceline, sont nées, la première en 1843, la seconde en 1849. A la mort de leurs parents, elles héritèrent d'une petite maison valant une dizaine de mille francs et entreprirent un commerce de modistes qui ne réussit pas. Elles furent obligées, pour désintéresser leurs créanciers, de contracter un emprunt hypothécaire. Elles gagnèrent, à partir de ce moment, leur vie

en copiant des rôles pour l'administration des contributions directes. Mais, obligées de payer les intérêts de leur emprunt, elles eurent chaque jour plus de peine à faire face à leurs affaires. Comme c'étaient d'honnêtes personnes, très laborieuses, leur notaire leur prêta un millier de francs ; malgré cela, leurs créanciers firent vendre leur maison. Ce fut un grand chagrin pour elles. Ceci se passait en 1885. Leur notaire, sur le prix de la vente, se remboursa de l'argent qu'il leur avait avancé, et il en résulta un compte assez embrouillé. Elles accusèrent leur notaire d'être un voleur et portèrent plainte contre lui au procureur de la République. Mais il n'y avait pas de vol. Le procureur de la République ne sévissant pas contre le notaire, elles portèrent plainte au procureur général contre le procureur de la République, accusant ce dernier d'être l'amant de la femme du notaire. Le procureur général ne répondant pas, elles s'adressèrent au ministre de la justice. Le ministre fit faire une enquête, en suite de laquelle leur fit savoir que, si elles avaient de l'argent à réclamer à leur notaire, elles devaient l'assigner.

Dépourvues de toute fortune, elles demandent le bénéfice de l'assistance judiciaire pour faire un procès au notaire. Pour l'obtenir, elles avaient à produire les pièces établissant leur droit : elles refusèrent de confier leurs papiers au greffe, dans la crainte qu'on ne les leur volât, et comme, dans ces conditions, elles ne pouvaient obtenir l'assistance judiciaire, elles écrivirent au ministre qu'on leur en refusait le bénéfice. Enfin on finit par assigner le notaire. Le tribunal lui donna raison, et débouta les sœurs R... de leur demande comme non fondée.

A la suite de leur échec, elles demandent au ministre de la justice de révoquer le président du tribunal, qui est, d'après elles, un juge prévaricateur.

Comme elles ne reçoivent aucune réponse, elles en concluent que ministre, procureurs, juges, avocats, avoués, tous sont d'accord avec leur notaire.

En 1887, pendant qu'elles faisaient des démarches pour en appeler à la cour du jugement qui les déboutait de leur demande, une autre affaire vint les préoccuper. Une sœur utérine, morte cinq ans auparavant, avait laissé ses biens à sa nièce. Ne pouvant pas admettre que leur sœur les eût déshéritées, elles accusent le notaire qui avait reçu le testament de l'avoir falsifié à leur préjudice et lui intentent un procès.

Entre temps, il était survenu un changement de ministère. Espérant que le nouveau garde des sceaux serait étranger à la coterie de leurs persécuteurs, elles lui adressent une longue plainte, rappelant tous les faits, les dénaturant pour les présenter comme autant de dénis de justice commis à leur encontre, dénonçant les deux notaires, les membres des parquets, les juges, tous les gens de robe, comme étant d'accord pour les persécuter.

Voici un extrait de cette lettre :

« Les juges du tribunal contre qui je porte plainte sont :

» M. B..., vice-président du tribunal de première instance, l'ami intime de M^{me}..., femme du notaire. — Remerciements de services rendus.

» J'accuse M. C..., juge au tribunal, d'avoir montré une animosité sans exemple lors de la plaidoirie de notre procès; il s'est levé pour interrompre notre avocat et l'empêcher d'articuler le démenti que nous jugions urgent de donner.

» J'accuse M. S..., juge au tribunal, d'avoir montré une grande satisfaction de notre condamnation.

» J'accuse M. P..., procureur de la République, de s'être refusé de recevoir ma plainte contre M. M..., notre notaire.

» Je répète ce que je disais à M. le Garde des sceaux dans ma plainte du 9 juillet 1886 : qu'une bonne admonestation soit donnée aux avocats pour les provocations et les injures qui nous ont été faites lors du jugement de notre procès.

» Je porte plainte contre M. T..., avocat général, pour avoir annulé ma plainte contre mon avoué. M. T... est le chevalier servant de M^{me} M..., femme du notaire.

» Je lui reproche de nous avoir provoquées, en mars dernier, sur la promenade publique. Est-ce là la conduite d'un avocat général ? De quel droit me provoquait-il ?

» Je demande que justice soit faite, que je puisse faire éclater la vérité que l'on tient sous le boisseau, que les complices de notre dépouillement, messieurs les juges, les membres du bureau d'assistance judiciaire, messieurs les présidents du tribunal, soient rendus responsables du préjudice qu'ils nous ont causé, eux qui n'ignoraient pas dans quel guépier ils nous plongeaient. »

Comme le garde des sceaux ne répondait pas, une des sœurs, Marie-Louise, affiche sur les murs de la ville un placard écrit de sa main pour faire connaître à la population l'injustice dont elle et sa

sœur sont victimes, et pour que le parquet sache bien à quoi s'en tenir, elle en adresse une copie au procureur général.

Comme cette affiche était sur papier blanc, elle fut l'objet d'un procès-verbal et d'une amende de 5 francs infligée par le juge de paix.

Marceline rédige et affiche alors un nouveau placard contenant un acte d'accusation contre les ministres et les autorités judiciaires, insultant et diffamant tous ceux à qui elles avaient eu affaire.

La loi sur la presse permettant toutes sortes de licences, elles ne furent pas poursuivies. Elles en conclurent qu'on avait peur de leur faire un procès qui leur donnerait l'occasion de dénouer au grand jour les fils de la trame qui les enserrait. Par suite, nouvelles proclamations et nouvel appel au peuple où elles annoncèrent qu'elles cravacheraient et lyncheraient des magistrats.

Le parquet les fit arrêter : elles comparurent devant le tribunal correctionnel qui les condamna à un mois de prison.

À leur sortie, nouvelles affiches, nouvelles insultes et proclamations, longues explications de toutes les injustices commises contre elles ; appel au peuple qui ne se hâta pas de répondre à leurs objurgations, ce qui les décida à écrire au Président de la République une lettre où tous leurs griefs sont longuement exposés.

Mais, comme le peuple, le chef de l'État restait sourd à leurs plaintes : l'une d'elles prévint alors le procureur général qu'elle se ferait justice elle-même sur la personne du président du tribunal, le lendemain, à midi, au palais de justice.

Marceline se rendit, en effet, au palais, dissimulant sous ses vêtements un couteau de cuisine : elle fut arrêtée ainsi que sa sœur.

Le juge d'instruction les fit examiner par trois médecins experts, le directeur-médecin de Bassens, qui conclut à la folie à deux, délire des persécutions, persécutées-persécutrices. Les deux autres, dont l'un était le médecin au rapport habituel du parquet, et l'autre, l'ancien directeur-médecin de Bassens, les déclarèrent exaltées, mais nullement folles et parfaitement responsables.

En présence de cette divergence d'opinions, le parquet les envoya à Lyon pour y être examinées par le professeur Lacassagne, qui donna raison au directeur-médecin de Bassens et conclut à la folie à deux. À la suite de ce rapport, elles furent internées à l'asile.

Pendant tout le temps de leur observation à Bassens et à Lyon, elles ne cessèrent d'adresser des protestations à toutes les autorités

contre leur séquestration ; elles écrivirent aux députés de la région. Une fois internées d'office, leurs protestations ne tarirent plus. Un médecin, qui était député, intervint auprès du ministre pour les faire examiner à nouveau. Trois médecins rédigèrent un rapport constatant qu'elles étaient aliénées, mais qu'on pouvait leur laisser la liberté sans crainte, car elles n'étaient pas dangereuses.

A leur sortie, les placards aux électeurs pour leur annoncer leurs infortunes et les injustices commises contre elles, les réclamations, plaintes, dénonciations, recommencent de plus belle. Et, comme tous leurs écrits restaient sans réponse, elles finirent par considérer le chef de l'Etat comme le chef de la bande de leurs ennemis.

En janvier 1890, elles écrivirent au gouverneur de la Banque de France pour l'avertir que si, dans un délai déterminé, le président de la République ne leur a pas fait rendre justice, elles iraient poignarder son gendre, M. Cunisset-Carnot, procureur général à Dijon, et le complice du procureur général de Chambéry.

Cette lettre fut retournée à ce dernier, qui les fit arrêter, examiner par le directeur-médecin de Bassens et interner d'office à la suite de la production d'un certificat constatant que les sœurs L... étaient atteintes de la folie à deux, délire de la persécution des persécutées-persécutrices.

Aussitôt internées, elles invoquent la loi de 1838 et réclament au président du tribunal, en vertu de l'article 29 de cette loi. Le président les fit envoyer à l'asile Saint-Robert pour y être examinées. Le directeur-médecin de cet asile conclut à la folie à deux, délire de la persécution des persécutées-persécutrices. Le président décida, par suite, de les maintenir séquestrées, d'où appel. Mais la cour confirma la décision du président. Toutes les juridictions étant épuisées, elles n'ont pas cessé pour cela leurs protestations, qu'elles continuent encore de plus belle.

Ces malades sont le type le plus accompli de la variété des persécutés querellants ou processifs.

Jamais d'hallucinations, et toujours le délire est l'interprétation à leur préjudice d'un fait vrai.

Deux faits le prouvent surabondamment. Pendant leur séjour à l'asile, on avait donné à l'une d'elles du café au lait le

matin à son déjeuner : dans la journée, elle eut un peu de dévoiement. Le lendemain, à la visite, elle accusa le directeur d'avoir voulu l'empoisonner et d'être d'accord avec la bande de leurs persécuteurs. Cette croyance fut aussitôt adoptée par l'autre sœur.

Une autre fois, elles réussirent à s'échapper de l'asile. Quand on les réintégra, on déposa au bureau de l'économat l'argent qu'on leur avait donné au dehors. L'une d'elles avait reçu 1 franc. Quelques mois après, elle réclama les 20 francs qu'elle avait en dépôt. On lui fit observer en vain que c'étaient 20 sous et non pas 20 francs. Elle prétendit que le directeur de l'asile l'avait volée. L'autre sœur partagea aussitôt cette croyance.

Dans cette folie à deux, une idée émise par l'une des deux sœurs est adoptée aussitôt par l'autre. La seule différence qu'il y avait entre elles, c'est que la cadette seule agissait ; l'aînée se contentait de réclamer ; elle n'est jamais allée jusqu'aux voies de fait. Plus intelligente, elle concevait l'interprétation délirante et la communiquait à sa sœur. L'aînée était la tête, la seconde le bras de cette association de persécutrices.

OBSERVATION V

(CASPER)

Le docteur en droit L..., âgé de quarante-deux ans, avait déjà, depuis plus de vingt ans, attiré sur lui, par sa conduite, l'attention des magistrats.

En 1819, il fut arrêté à Leipzig, parce qu'il se battait avec un tailleur ; celui-ci chantait une chanson que L... croyait à son intention.

En 1826, 1827, 1828, il avait offensé beaucoup de personnes, se croyant insulté par elles.

En février 1828, il se produisit, dans le théâtre de Leipzig, un scan-

dale public qui se termina par un coup de poignard qu'il donna à un inconnu, par lequel il se croyait offensé ; il fut condamné pour cela à deux mois de prison.

Outre cela, pendant ces dix années, il déposa des plaintes nombreuses contre des personnes qui l'avaient soi-disant insulté ; et même, en un seul jour, le 26 janvier 1828, il fit trois plaintes ; il est remarquable que, dans ces nombreuses plaintes, il cite toujours la loi saxonne de l'an 1712 sur les vengeances personnelles.

En 1834, il fut renvoyé de Dresde, parce qu'il n'avait pas de légitimation.

En 1837, dans une plainte contre l'autorité, il employa des expressions si blessantes qu'il fut condamné à une amende. Dans la même année, à Tœplitz, L... mena une conduite si scandaleuse au théâtre et dans la rue, qu'il fut mis à la porte.

C'était surtout dans les théâtres qu'il faisait le plus d'esclandre, parce qu'il se croyait offensé par des regards, des gestes et des rires.

En 1838, il fut de nouveau renvoyé de Dresde ; il s'éleva contre cette mesure avec mille protestaions très adroites, mais qui portaient déjà le cachet d'un dérangement mental. C'est ce qui se voit surtout dans un écrit de 1840, adressé à la police de Dresde, dans laquelle il dit que, « en 1837, à Dresde, il était le plus bel homme et le plus chéri par les dames, et qu'elles tombaient toutes en extase par amour pour lui. » Il ajoute qu'il propose de le prouver, et demande que le plus bel homme de police, M. le Directeur lui-même, vienne avec lui au théâtre, et il est certain que personne ne se tournera vers le directeur, tandis que tout le monde se tournera vers lui. »

En 1842, son état s'aggrava au point qu'il fut transporté à l'établissement des fous de Iena, d'où il sortit le 23 décembre de la même année comme « guéri ». Il retourna à Dresde, où il resta jusqu'en 1844 chez son frère, avocat ; mais, ennuyant toujours les magistrats de ses plaintes, il fut de nouveau renvoyé de Dresde comme sujet prussien. Son frère, qui tâchait de le défendre, parle « d'une fierté outrée et d'une arrogance sans limite. »

Le 19 novembre 1844, L... écrit aux magistrats d'Erfurt de lui attester officiellement que, pendant son séjour dans la maison de santé en 1844, personne n'avait touché ses organes génitaux, ni mesuré son pénis. Cette attestation, disait-il, était nécessaire, afin de donner un démenti formel à un bruit qui courait sur lui.

A cause de cette affaire, il écrivit plusieurs fois au tribunal, et re-

commença à insulter publiquement des citoyens, ce qui le fit de nouveau renvoyer de la ville, malgré ses protestations. Il se plaignait un jour à un sergent de ville qu'il avait entendu sur la promenade le ministre de la justice l'accusant d'avoir un pénis trop petit et le menaçant de punition ; L... voulut intenter un procès au ministre à cause de cela. A cette époque, toujours pour de prétendues offenses, il fait des plaintes contre le baron L..., le président Z..., le docteur V..., etc., dans de nombreux écrits remplis de citations des ouvrages de droit.

Le 28 août 18..., L... quitta Dresde et arriva à Berlin, où l'on fit explorer son état mental.

L... est un homme petit et maigre ; une chevelure foncée et riche couvre son front plat et petit ; figure pâle, regard perçant. Dans son rire ironique qui accompagne toutes ses paroles, il y a un trait de malignité et d'astuce. La santé physique est bonne. Il habite une petite chambre dans laquelle se trouvent deux glaces, dont l'une est couverte complètement d'une toile, parce que, dit-il, elle l'éblouit, ce qui ne peut pas être vrai. La porte de la chambre à côté est garnie d'un double rideau : il a couvert ce rideau de papier, afin, dit-il, de n'être pas dérangé par les conversations dans la chambre voisine. Il a enfermé son bois à brûler dans son secrétaire ; sa table est couverte d'écriture à sa main, que je ne voulus pas examiner de près, à cause de sa grande méfiance.

Je me présentai à lui comme un médecin envoyé par une de ses connaissances de Dresde, afin de lui demander comment il se porte. Aussitôt il recula d'un pas, et me dit combien il était blessé de la conduite extraordinaire et inconvenante de ce monsieur de Dresde.

Je lui expliquai qu'une telle mission, confiée à un médecin connu, n'avait rien que de très ordinaire ; il dit qu'il regardait comme une insulte qu'on lui demandât comment il se portait. Je lui répondis que cette demande était la manière habituelle de se saluer, et que tout le monde échangeait de nombreux « comment vous portez-vous » ; il ne voulut pas être d'accord avec moi, et il dit qu'il allait se plaindre au ministre de la justice de Dresde, et faisant entendre qu'en même temps il m'en voulait. Il me dit qu'on abusait de moi « pour tirer les marrons du feu », mais qu'il ne s'y laisserait pas prendre, qu'il me prévenait qu'il avait déjà fait arrêter un médecin pour cette raison. Il me pressa de lui dire le nom de celui qui m'avait envoyé. Alors, disant que je ne m'en souvenais plus bien, j'inventai le nom de « Bruchner » ;

il devint encore plus violent ; il me déclara qu'il voyait toute l'intrigue, et me pressa de lui dire si je n'étais pas envoyé pour voir s'il était fou.

Pendant l'entretien, je laissai tomber quelques noms se trouvant dans les actes, MM. de M... et de P... ; il passait légèrement sur ses rapports avec eux, et revenait toujours avec fureur sur l'offense actuelle. Comme je ne pouvais pas l'en détourner, je le quittai.

Le docteur L..., d'après ses antécédents et sa conduite actuelle, doit être regardé comme un homme chez lequel la grande différence qui existe entre la valeur qu'il croit avoir et celle que le monde lui attribue, le blesse tellement que son intelligence en est dérangée. Cette cause, l'amour-propre blessé, est, comme on le sait, très souvent celle de l'aliénation mentale.

Que cette différence existe pour le moral ou pour le physique, elle exerce la même influence funeste. Chez le docteur L..., c'est le physique qui est en jeu, comme le prouve sa lettre à la police de Dresde. Il se croit bel homme, favorisé des dames, et semble convaincu de pouvoir répondre à ces hommages avec succès, puisqu'il est fier de ses parties génitales. Le doute offense. Dans les moments calmes, il répudie « la vengeance personnelle » et dépose des plaintes aux tribunaux ; dans les moments d'excitation, il exerce sa vengeance lui-même, menace, frappe, blesse avec un poignard.

C'est un homme atteint de la manie des querelles et de manie de persécution. Chez lui, homme de droit, cette maladie mentale n'est pas étonnante ; plusieurs de ses écrits portent le cachet d'une aliénation mentale, qui ne peut être mise en doute par les quelques écrits qui sont raisonnables ; car, chez lui, la manie n'a été d'abord que partielle et ne se rapporte qu'à un seul désir de conquêtes de droit prétendus volés. On ne peut constater le moment où la manie partielle est devenue générale ; il est certain que maintenant l'idée fixe persistante de l'atteinte continuelle que l'on fait à son honneur et à son droit, a amené un dérangement mental qui n'est pas resté partiel, puisque l'arrangement de sa chambre montre d'autres extravagances. Il est hors de doute que L... n'a pas une conscience bien claire de sa position vis-à-vis du monde, qu'il vit dans des erreurs continuelles, et qu'ainsi il n'a pas la faculté de réfléchir sur les conséquences de ses actions.

OBSERVATION VI

(CASPER)

Ce cas concernait la femme d'un menuisier qui avait injurié la Cour de cassation dans des termes obscènes; elle était l'objet d'une exploration médico-légale pour son état mental et on nous posa la question suivante : Cette femme est-elle atteinte de monomanie et par conséquent non responsable ?

Cette femme avait cinquante-huit ans ; son extérieur n'avait rien d'extraordinaire, excepté un teint indiquant une maladie abdominale. Dès le commencement de son entretien avec moi, elle commença à se plaindre de son mari avec lequel elle avait divorcé et qui était l'objet de ses invectives sans nombre devant tous les magistrats. Elle racontait avec une volubilité caractéristique que son mari lui avait volé la somme de 20,000 écus, qu'elle avait gagnée à la loterie. Chaque fois que l'on faisait une objection à ses prétentions, elle devenait plus violente. Il est intéressant de remarquer qu'elle citait au hasard des décisions de la Cour qui lui étaient tout à fait contraires et qu'elle les invoquait à l'appui de ses prétentions.

Cette conduite durait depuis quinze ans, et nous ne pouvions hésiter à admettre chez elle une aliénation mentale.

OBSERVATION VII

(CASPER)

Manie des querelles provenant de la perte d'un procès

Le cordonnier K..., lors de la régularisation de son patrimoine, dix ans avant mon exploration, avait eu à payer des frais de procès. Il se présenta au tribunal et jura qu'il ne possédait absolument que les habits qui le couvraient; mais, comme on constata qu'il avait caché une montre d'argent, il fut condamné comme parjure. A partir de ce moment, il s'occupa continuellement à déposer des plaintes pour prouver son innocence. Entre autres choses, il disait qu'il n'avait pas parjuré, car il avait juré qu'il n'avait que ce qui était sur lui, et sa montre était dans sa poche. Ses pétitions devenant innombrables, on demanda l'exploration de son état mental.

Je dis dans mon rapport : Le cordonnier K..., que je trouvai tranquillement à son travail, est âgé de trente-sept ans, se porte bien, si ce n'est que son visage est un peu pâle. Il n'a pas été difficile de l'amener sur l'objet de l'exploration. Il me raconta avec indignation que son droit avait été lésé lors de la vente de son patrimoine. Il demanda que le procès fût recommencé, et je ne pus lui ôter de l'idée que le président et les juges étaient aussi injustes et corrompus qu'il le répétait sans cesse.

Il parlait avec tranquillité et clarté : mais c'est à tort que l'on en déduirait la lucidité de ses facultés intellectuelles.

Le nombre d'individus de cette espèce est considérable. Ces hommes naturellement irritables viennent-ils à perdre un procès, ils se croient victime d'une injustice, ils vont en appel : de nouveaux condamnés, il leur faut payer les frais, et tous les moyens de se faire rendre justice sont épuisés. Au lieu de se convaincre que leurs prétentions sont erronées, ils font retomber leur malheur sur l'iniquité, la corruption des juges et du gouvernement ; cette animosité contre les tribunaux et le roi passe bientôt à l'état d'idée fixe.

On décida que les injures faites aux magistrats avaient été faites sous l'influence de cette idée fixe, et K... fut déclaré non responsable.

OBSERVATIONS VIII-X

(CASPER)

Trois cas semblables

OBS. VIII. — Le premier se rapporte à un employé surnuméraire de la Cour, dont les demandes nombreuses d'avancement n'avaient pas été écoutées. Il adressait continuellement des plaintes et même des injures à la Cour, ce qui donna lieu à son exploration mentale. Il était complètement raisonnable sous tous les autres rapports ; mais il donnait les raisons les plus absurdes quand il s'agissait de démontrer son droit ; on ne pouvait pas le convaincre que, si vingt personnes avaient avancé avant lui, il n'y avait pas eu pour cela le moins du monde vingt injustices criantes, etc.

OBS. IX. — L'arpenteur K..., homme d'un caractère très irritable, mais très honnête, avait écrit des volumes de plaintes. Il se croyait

lésé dans ses droits à l'occasion de travaux qu'il avait faits pour diverses personnes. Condamné à plusieurs reprises, on eut des doutes sur son état mental et l'on demanda l'exploration mentale. Au premier entretien où je lui demandai pourquoi il avait traité de coquins des employés honnêtes et haut placés, il répondit qu'il avait donné assez de preuves. Il s'obstinait à dire que les magistrats étaient parents entre eux et s'étaient liés contre lui, que l'argent qui lui était dû ne lui avait pas été payé, mais que les magistrats l'avaient mis dans leur poche. De nombreux entretiens que j'eus avec K... eurent toujours le même résultat. Mais le cas offrait encore un autre intérêt. Dans cette dernière exploration, n'ayant pas vu K... depuis plusieurs années, il me devint évident que sa manie partielle avait déjà fait des progrès et était devenue une manie générale. Il avait des hallucinations de toute espèce ; il voyait des morts avec des nez blancs et noirs : il voyait Jésus-Christ. Il allait la nuit en chemise et en caleçon dans la chambre à coucher de ses hôtes et leur avait parlé de ses apparitions. Il fut déclaré « incapable de réfléchir sur les conséquences de ses actions, dément. »

OBS. X.— Ce cas concerne un homme de la basse classe. J'en dirai quelques mots. Après de nombreuses contestations à propos de la vente d'un moulin, qui avaient duré plusieurs années, on lui avait donné tort. Il injuria les magistrats et fut condamné. Il fit alors des pétitions au roi, qui n'eurent pas de succès, et se mit à injurier le roi : il fut de nouveau puni pour crime de lèse-majesté. Alors il eut recours à celui qui règne dans le ciel, à Dieu, qu'il ne tarda pas non plus à blasphémer de la manière la plus ordurière. A cette occasion, on demanda son exploration mentale dont le résultat ne pouvait être douteux.

OBSERVATION XI

(Empruntée à Jean.— Thèse de Paris, 1885)

Pas d'hérédité vésanique. — Contrariété à la suite d'affaires d'intérêt. — Délire de persécution. — Procès nombreux toujours perdus. — Croyance à la vénalité de la magistrature. — Menaces. — Impulsions homicide et suicide. — Séquestration. — Amélioration et sortie.

R... (J.-P.), né en 1825, propriétaire, veuf, originaire du Loir-et-Cher. Entre à l'asile des aliénés de Blois, en juin 1883.

Pas d'aliénés dans la famille. Il y a une dizaine d'années, à la suite du partage des biens de son père, il s'est figuré que ses frères lui avaient fait tort de 40,000 francs. A partir de cette époque, il s'accroche à cette idée, ne veut pas en démordre et se lance dans une série de procès qu'il perd tous d'ailleurs, puisque ses affaires avaient été faites régulièrement. Les tribunaux ne lui ayant pas rendu justice, il croit et affirme immédiatement que les juges s'entendent avec ses persécuteurs et se sont fait les complices de ses frères, lesquels, pour arriver à leurs fins, ont falsifié sa signature, payé de faux témoins et produit des pièces fausses. Dans ces temps derniers, aucun avoué ne voulait entreprendre de procès à son instigation. Après avoir dépensé en frais de procédure des sommes considérables, se voyant repoussé de partout, il en arrive à déclarer ouvertement « qu'il se fera justice lui-même en brûlant la cervelle à ses persécuteurs et que personne ne pourra l'en empêcher. » Cette phrase a été prononcée devant plusieurs personnes, et notamment devant son médecin ordinaire qui a rédigé le certificat à fin d'admission.

Interrogé dans l'établissement, le malade raconte facilement sa vie passée et ne se gêne point d'accuser les juges et ses frères de s'être concertés pour le voler. Il s'excite facilement, s'emporte et devient violent, quand on aborde les affaires d'intérêt; en dehors de ce sujet, il ne déraisonne point et se conduit très correctement. En mars 1884, la famille ayant poursuivi son interdiction, il fut interrogé par des magistrats, auxquels il tint les mêmes propos; ils essayèrent, mais en vain, de lui faire comprendre que la succession de son père avait été liquidée consciencieusement et que personne n'avait songé à lui nuire et à lui porter préjudice; c'était peine perdue, le malade ne voulait rien entendre; néanmoins, il a raconté en pleurant qu'il avait pris la ferme résolution de tuer l'un de ses frères et que dans ce but il avait acheté un revolver; puisqu'un jour, ayant la tête complètement perdue, il s'était rendu dans un champ d'avoine pour se suicider, et qu'au moment de presser la détente il s'était dit: « Mais alors, si je me tue, je ne pourrai pas tuer mon frère. »

Dès lors, son gendre prit les mesures nécessaires pour le faire placer dans un asile d'aliénés. C'est donc par le plus grand des hasards que notre malade n'a pas mis à exécution ses impulsions à l'homicide. A peine était-il rentré dans l'établissement, que des accusations les plus injustes étaient lancées par des amis et des membres de la famille contre le médecin, le directeur de l'asile, le sous-préfet et tous

ceux qui avaient coopéré à la séquestration, bien que la maladie ne fût pas douteuse et présentât un caractère de gravité exceptionnel. Sous l'influence du régime régulier de la maison, et par suite de la privation des boissons alcooliques et des suggestions de mauvais conseillers, le sieur R... ne tarda pas à présenter une amélioration très sensible. Il reconnaissait avoir été malade et avouait ses projets homicides. Enfin, pour répondre à des demandes réitérées de la part de son tuteur, il fut mis en liberté.

Il est arrivé pour ce malade ce qui arrive très souvent d'ailleurs, c'est que les gens menacés font tout ce qu'ils peuvent pour faire placer les malades dans un asile d'aliénés; les autres voisins, amis et parents, qui n'ont pas été menacés, prétendent que le malade n'est pas aliéné et crient à la séquestration arbitraire, et cela soit par naïveté, soit par méchanceté. Si le malade, au bout d'un certain temps, s'améliore sous l'influence de l'isolement, il est mis en liberté, et alors les premiers ont peur à juste titre et les derniers se réjouissent, mais pas toujours pour longtemps, comme cela s'est produit en l'espèce. R... a quitté l'établissement en juillet 1884 et a été remis à son tuteur qui, ainsi que nous l'avons dit, ne croyait pas à la folie de son pupille et n'attachait aucune importance aux menaces faites à d'autres qu'à lui; mais, comme il s'est chargé de diriger les affaires de R..., il ne tarde pas à reconnaître que la chose était des plus difficiles et qu'elle devenait dangereuse, de sorte que, se voyant menacé à son tour, il chercha immédiatement à s'en débarrasser, brûlant ainsi ce qu'il avait adoré et se maudissant d'avoir cru autrefois à une séquestration arbitraire. C'est sur ces entrefaites qu'il écrivit au médecin en chef, qui a bien voulu nous la communiquer, la lettre suivante :

« Monsieur le Directeur,

» Je viens vous demander un avis au sujet de mon beau-frère R... auquel je suis chargé je viens vous demander la manière de me débarrasser de lui mon intention était d'aller vous voir aujourd'hui mais ayant peur de ne pas vous trouver à la maison j'ai pris le parti de vous écrire je vous dirais qu'aujourd'hui il est dans un délire à ne plus pouvoir vivre avec lui et même très dangereux car jeudi dernier il m'a trouvé sur la place de B... et il m'a traité de canaille, brigand, voleur et même jusqu'à me provoquer et mon cher monsieur comme je suis à la veille de le rencontrer toujours sur les marchés et ailleurs je ne prétends pas être traité de la sorte en plein public et

en même temps recevoir un mauvais coup je viens en ami vous demander la manière de m'y prendre, si je peux donner ma démission de Tuteur ou s'il faut le faire renfermer chez vous Monsieur je compte sur vous pour me rendre ce service là car je vous promets que je m'en suis embarrassé il ne parle que de tuer, etc., etc. »

Malgré cette lettre, R... n'a pas été séquestré de nouveau, au moins jusqu'à nouvel ordre, car les médecins du pays habité par le malade, qui ont été désagréablement impressionnés des accusations calomnieuses lancées contre eux, ne se décident pas facilement à donner maintenant un certificat réclamé aujourd'hui par ceux qui, autrefois, les accusaient d'avoir favorisé une prétendue séquestration arbitraire.

Observation XII

(Gilbert Ballet et Paul Garnier)

Un faux régicide

Rapport sur l'état mental du sieur J.... (Martial), arrêté sous l'inculpation d'avoir, le 14 juillet 1890, tiré un coup de pistolet sur le passage du président de la République.

Nous soussignés, Gilbert Ballet, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, et Paul Garnier, médecin en chef de l'infirmerie spéciale des aliénés, avons été commis à l'effet d'examiner le nommé Martial J...., en vertu d'une ordonnance de M. le juge d'instruction Athalin, datée du 18 juillet 1890, et dont la teneur suit :

.....

(Suit l'ordonnance)

Nous certifions avoir en notre âme et conscience consigné dans le présent rapport le résultat de notre enquête médico-légale.

J... présente l'aspect d'un homme robuste et bien constitué. Le visage est barbu, le front plutôt large, le regard assez doux. Nous n'avons, au point de vue physique, constaté aucune particularité digne d'être mentionnée.

L'inculpé s'exprime avec une certaine difficulté; il a de la peine à trouver le mot juste; les idées semblent s'enchaîner dans son esprit avec quelque lenteur. Néanmoins, J... cause volontiers avec nous,

il paraît même heureux d'avoir à qui conter les péripéties et les misères de sa vie. Il nous a fait un récit simple, bien qu'un peu confus, qui présente toute l'apparence de la plus parfaite sincérité. J.... appartient, comme on s'en convainc bien vite, à cette catégorie nombreuse d'individus dont l'esprit, souvent mal équilibré, est sans cesse en quête d'inventions et trouve un attrait particulier à poursuivre la solution, trop souvent chimérique, des problèmes réputés difficiles ou même insolubles.

Quand cette tendance de l'intelligence à sonder l'inconnu et à réaliser des découvertes s'allie à des facultés cérébrales bien développées, elle devient parfois le stimulant du génie dont elle favorise l'éclosion. Mais si (ce qui n'est pas rare) elle vient à germer en un cerveau débile, elle n'aboutit guère qu'à occasionner déboires sur déboires au malheureux qui la présente, quand encore elle ne le conduit pas à la folie confirmée.

Ce n'est ni parmi les esprits géniaux, ni parmi les aliénés proprement dits, qu'il faut ranger J.... Il appartient à ce groupe d'intelligences qu'on peut à bon droit qualifier de déséquilibrées, en ce sens qu'elles sont constituées par l'association de facultés, les unes remarquablement développées, les autres à peine sorties de l'état embryonnaire.

Dès l'âge le plus tendre, J... a eu du goût pour les choses de la mécanique. Ce goût semble avoir pris chez lui des proportions d'une véritable passion. Tout jeune il rêve d'entrer dans une école d'arts et métiers. Contrarié par son père, qui ne partage pas les vues de son fils, il se décide à quitter sa famille. Il s'enfuit du toit paternel à l'âge de quinze ans et demi. Depuis cette époque, sa vie a été une course aventureuse à la poursuite de son idéal. On le trouve successivement à Dijon, à Paris, à Londres, puis encore à Paris, exerçant dans ces diverses villes les professions de domestique, de garçon de café. Il paraît peu exigeant au point de vue des besoins courants de la vie ; partout il cherche à réaliser les quelques économies qui lui permettraient de s'adonner librement à ses travaux de mécanique. Son existence, est-il besoin de le dire, est semée de mésaventures, de déceptions et de mécomptes. En 1883, J... trouve une place de garçon au buffet de l'Éden-Théâtre : là, il n'est astreint qu'à un travail de nuit ; il peut donc durant le jour se livrer à ses occupations et à ses recherches favorites. Il loue alors un appartement de deux pièces, rue des Immeubles-Industriels. Avec les minces économies qu'il a pu

réaliser, il achète quelques livres techniques, un outillage élémentaire, et il se met au travail.

On reste véritablement surpris lorsqu'on voit ce que J... a pu faire seul, sans ressources, sans instruction professionnelle préalable, sous l'influence d'une passion qui eût pu être véritablement féconde, si elle avait été dirigée. Au récit que nous avait fait J... de ses inventions et découvertes, nous nous sommes rendus rue des Immeubles-Industriels, au domicile de l'inculpé. Là, nous nous sommes fait montrer les résultats accumulés de plusieurs années de travail. Et nous avons été véritablement étonnés en songeant à la somme de patience et de labeur, aux aptitudes mécaniques, à l'ingéniosité réelle qu'avait dû employer J... pour arriver à concevoir et à construire les appareils et les meubles qui nous sont passés sous les yeux. Le lit mécanique, que l'inculpé considère volontiers comme son invention maîtresse, est de fait d'une conception ingénieuse : toutes les parties en ont été construites par J... lui-même avec une remarquable habileté. Et l'on se demande comment cet homme a pu arriver à un semblable résultat avec les seules et maigres ressources dont il disposait.

Il est inutile de faire l'énumération des surprises que nous a ménagées la visite au domicile de J... Qu'il nous suffise de dire que nous avons trouvé là la preuve que l'inculpé est doué d'une aptitude très développée pour les choses de la mécanique et d'une habileté manuelle peu commune.

Mais il y a un contraste frappant entre le développement, à quelques égards remarquables, de certaines facultés chez J..., et la faiblesse de son intelligence quand on envisage les autres facultés. Ouvrier adroit, mécanicien ingénieux, inventeur capable d'idées heureuses, J... est pourtant un faible d'esprit.

Étant à l'école primaire, il paraît avoir eu certaines difficultés à apprendre. Il n'a que fort peu de mémoire. « Je saisis facilement, nous dit-il, les rouages d'une machine, mais je ne me rappelle ni les mots, ni les noms. » Il n'a jamais pu, quoi qu'il l'eût désiré, être garçon de restaurant. Cette profession exige qu'on se rappelle les plats divers commandés par les clients. Or J... ne peut les retenir ; « sa mémoire s'embrouille. » Lorsqu'il nous fait le récit de son existence, il met dans sa narration beaucoup de décousu. On voit qu'il a quelque peine à relier les uns aux autres les faits de sa vie passée. Il semble qu'il lui soit difficile de fixer l'attention d'une façon soutenue. Bref ! à n'en pas douter, J... est un débile intellectuel.

Comme il arrive d'ordinaire aux esprits de cet ordre, le jugement de l'inculpé est défectueux. J... est porté à s'exagérer l'importance de ses inventions, même de celles qui semblent avoir une réelle valeur. La construction de son lit mécanique a été, écrit-il, « un tour de force unique au monde. » La plupart de ses découvertes se ressentent naturellement de la bizarrerie de son esprit. Son appareil de chauffage pour chaussures, qui ne manque pas de quelque ingéniosité, présente certains dispositifs un peu grotesques et qui prêtent à rire. — J... n'a pas cherché à réaliser le mouvement perpétuel, mais il a songé à résoudre le problème de la direction des ballons. Le dispositif qu'il nous a montré prouve une fois de plus avec quelle intimité s'allient chez lui les aptitudes mécaniques et les conceptions bizarres. Il s'en faut d'ailleurs que toutes ses inventions aient une portée pratique : J... a des idées spéciales sur la composition de l'air, sur le rôle que l'ozone y joue, et il songe actuellement à la construction d'un appareil destiné, dans sa pensée, à purifier l'atmosphère.

Comme les aptitudes intellectuelles, les traits du caractère présentent chez J... de curieux contrastes. Simple et timide d'allures, l'inculpé est pourtant, par certains côtés, un vaniteux. Il parle de ses inventions avec quelque emphase, il s'extasie lui-même sur ce qu'elles ont de merveilleux. On croirait entendre un savant de premier ordre, quand J... fait avec assurance la critique des hommes éminents qui, avant lui, ont étudié le problème de la direction des ballons. Et il est curieux de constater que quelques-unes de ses critiques ont l'apparence de la justesse.

On pense bien qu'avec la tournure intellectuelle qui est la sienne, l'inculpé a eu peu, dans le cours de l'existence, le sentiment des choses de la vie pratique. Il s'est confié avec une naïveté presque enfantine à tous les exploiters qui ont su le prendre par son côté faible, c'est-à-dire vanter l'importance de ses découvertes, ou faire mine de l'aider à les réaliser pratiquement. Il a eu des associés nombreux, et on devine, sans pouvoir l'affirmer, que tous n'étaient ni d'une délicatesse excessive, ni d'une intelligence absolument intacte. Il n'est pas invraisemblable que quelques-uns d'entre eux aient visé à exploiter J... D'autres, au contraire, semblent avoir été attirés vers lui par cette affinité naturelle qui rapproche les uns des autres les esprits originaux et bizarres, tel certain abbé G..., prêtre *in partibus*, qui avait cessé d'exercer le culte, faisait de la médecine, et, en quête lui aussi de découvertes, prescrivait des médicaments de son invention.

Mais les relations les plus singulières qu'ait eues J... sont celles qu'il a entretenues pendant plusieurs mois avec un certain M. de V... Sans pénétrer dans le détail intime de ces relations, qu'il nous suffise de dire qu'elles mettent en relief la naïveté et la confiance enfantine de J... Car il ne nous semble pas qu'on soit en droit d'attribuer à d'autres sentiments, en ce qui concerne du moins l'inculpé, les rapports amicaux qui ont existé entre le garçon de café et celui qui se posait en membre influent de la gentilhommellerie française.

Voilà l'homme considéré au point de vue de sa psychologie. Qu'on se représente ce faible d'esprit, sans cesse en lutte pour subvenir aux besoins de son existence difficile, pénétré, comme il convient à un inventeur, de l'importance de ses découvertes, et on comprendra que J... en soit arrivé à la lassitude et au désespoir.

Fou ! l'inculpé ne l'a jamais été, mais acculé à la misère après plusieurs années d'une vie rangée, économe et laborieux, persuadé qu'il avait en main les éléments d'une fortune, J... a fini par se demander comment il pourrait dissiper la malechance qui semblait le poursuivre et vaincre l'indifférence du public.

C'est ici qu'apparaît à nouveau l'enfantine naïveté de l'inculpé. Comment attirer l'attention sur ses œuvres ? S'il sollicite une visite de gens haut placés, on ne viendra pas. Alors il va recourir à une rouerie. Mais quelle rouerie ! Il écrit sous un nom d'emprunt au président de la République ; il se dénonce lui-même comme préparant un attentat. Dans son esprit, il n'y a pas doute qu'au reçu de la lettre on fasse une perquisition chez l'individu dénoncé, c'est-à-dire chez lui J... Mais alors il aura toute facilité pour montrer aux autorités qui viendront toutes ses découvertes, et pour signaler celles-ci à l'attention publique. Que si on allait tenir pour vraie la dénonciation et la suspecter d'attentat, il a tout prévu pour établir son innocence ; et, avec cette ingéniosité qui est un des traits de son caractère, il a imaginé une adroite combinaison destinée à prouver, le cas échéant, qu'il était bien, lui J..., son dénonciateur anonyme.

Mais la fatalité le poursuit, on n'attache aucune importance à sa lettre. Il ne lui reste plus qu'un moyen : faire un esclandre. Et il va, le 14 juillet, tirer sur le passage de M. le Président de la République le coup de revolver que l'on sait.

A-t-il eu l'intention de blesser quelqu'un ? On peut, croyons-nous, répondre sans hésitation par la négative. J..., en effet, avait pris ses précautions pour que sa petite manifestation restât inoffensive. Il avait

soigneusement retiré les balles des cartouches. Il affirme, en outre (et il y a vraisemblance qu'il dit vrai), il affirme avoir dirigé le coup de façon à éviter les blessures que produit quelquefois la déflagration de la poudre.

En somme, J... a tiré un coup de feu, comme il aurait proféré un cri, déployé un insigne susceptible d'attirer les regards. Bref! il paraît avoir voulu fixer sur lui l'attention, et rien de plus. Il nie avoir eu la moindre émotion avant l'incident, et affirme qu'après il a craint un instant qu'on n'ait pas entendu le bruit et qu'on ne l'arrêtât pas.

J... a médité son acte; il l'a réellement et librement voulu. Mais en s'y décidant il ne paraît pas avoir eu d'intention criminelle. Faible d'esprit, il n'a pas pesé toute les conséquences de cet acte. A notre avis, il ne peut être déclaré irresponsable, dans l'acception rigoureuse du mot, car rien ne prouve qu'il fut « dément au moment de l'action ». Mais il n'est que juste de tenir compte de l'état de débilité mentale de cet homme. Si l'on réduit l'esclandre à ses justes proportions, si l'on réfléchit au mobile et aux intentions de l'inculpé, peut-être se demandera-t-on si les quelques mois de prison préventive que J... a subi ne constituent pas une expiation suffisante.

Quant à mettre J... à la disposition de l'autorité administrative, les médecins experts ne pensent pas qu'il y ait lieu de le faire. Certes, plus qu'un autre, en sa qualité de faible d'esprit, l'inculpé est prédisposé aux manifestations délirantes. C'est un candidat à la folie, mais ce n'est encore qu'un candidat et qui n'aboutira peut-être jamais. Pour l'heure, c'est un simple qui nous semble inoffensif. Si cet homme avait la bonne fortune d'être placé sous une direction bienveillante et tutélaire, il pourrait rendre d'utiles services, grâce à ses aptitudes naturelles. On pourrait tirer beaucoup de lui, en même temps qu'on viendrait en aide à un malheureux merveilleusement organisé pour certains travaux, mais inapte à triompher seul dans la lutte pour la vie.

Actuellement, la place de J... est plutôt dans un atelier que dans un asile.

Paris, 10 octobre 1890.

P. GRANIER.

L.-Gilbert BALLET.

Martial J... peut être classé parmi les faux régicides, c'est-à-dire parmi ceux chez lesquels, comme l'a justement remarqué M. Régis, l'attentat, plus apparent d'ailleurs que réel, a été purement et simplement

le fait du hasard (ou des circonstances), sans connexion immédiate avec le fond des idées délirantes ou non délirantes. Tout autre sont les vrais régicides chez lesquels l'attentat contre une personnalité marquante est la conséquence directe et forcée d'un état d'esprit particulier.

OBSERVATION XIII

(D^r Dumaz, *Annales médico-psychologiques*, décembre 1894)

Persécuté processif. — Incendie volontaire suivi d'une tentative de suicide

L. E..., de la commune de C..., interné le 23 août 1889, soixante-trois ans, est un ancien gendarme, atteint depuis plusieurs années du délire de la persécution, variété des persécutés-persécutés, sans hallucinations.

Le point de départ de son délire est un fait vrai qu'il dénature en l'interprétant à son préjudice. Il croit qu'on lui en veut, parce qu'il a été gendarme ; c'est pour cela qu'on lui a volé le terrain, situé devant la porte de sa maison, au moment où il a été exproprié pour cause d'utilité publique, lors de l'établissement du chemin vicinal. Le notaire, les juges, les habitants de sa commune se sont ligués contre lui.

Il a dépensé tout ce qu'il possédait en procès pour ses revendications insensées. N'ayant plus rien, il demandait encore le bénéfice de l'assistance judiciaire pour poursuivre de nouveaux litiges.

Plusieurs fois, il avait proféré des menaces d'incendie contre les gens de son village qu'il accusait de prêter de faux serments contre lui.

Un soir, il revenait du chef-lieu d'arrondissement, où il s'était vu refuser l'assistance judiciaire pour un nouveau procès, lorsque, au milieu de la nuit, le feu prit à sa maison et tout le village fut détruit. Les soupçons se portèrent immédiatement sur lui. Arrêté, il nia et soutint énergiquement son innocence. Il montra des plaies récentes au front et aux cuisses qu'il prétendait avoir reçues le soir même, racontant qu'il avait été assailli chez lui par des malfaiteurs pendant la nuit, et que, lorsqu'il fut revenu à lui de cette brutale agression, il avait vu le feu à sa maison. Il soutenait s'être sauvé en donnant l'alarme et s'être retiré dans un champ voisin pour y panser ses blessures.

Ce récit était en contradiction avec les témoignages et les faits. On

avait retrouvé les traces de ses pas dans la neige ; elles ne portaient aucune marque de sang. Les médecins certifièrent qu'il s'était fait lui-même ses blessures. Les voisins n'avaient entendu le bruit d'aucune lutte, aucun cri d'alarme au moment de l'incendie. Ceux qui avaient pénétré chez lui pour l'engager à fuir ne l'avaient pas vu.

Pendant sa détention préventive, L. E... se coupa le cou avec un couteau dans l'intention de se suicider. Il ne cessait d'accuser les habitants d'un village voisin d'être les auteurs de l'incendie. Le juge d'instruction chargea le Dr Dumaz d'examiner sa mentalité. Le médecin-expert reconnut son délire des persécutions et le déclara irresponsable ; il fut séquestré.

Depuis son entrée à l'asile, il n'a jamais varié dans son délire et n'a jamais avoué sa culpabilité d'incendie. Il reste donc un doute à cet égard, malgré les très fortes présomptions qui pèsent sur lui.

Ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est que, détestant les gens de son village, ne possédant plus rien, pas même sa maison, débouté de l'assistance judiciaire, il a mis le feu à son habitation pour qu'elle ne devînt pas la propriété d'un de ses ennemis.

Pour quel motif voulut-il se tuer en prison ? Probablement par orgueil. Ancien gendarme, il préférait la mort au déshonneur.

Le persécuteur processif L. E..., s'il est réellement l'auteur de l'incendie, n'a pas agi, après le crime, comme les autres persécutés-persécuteurs. Il a nié et accusé autrui. La plupart du temps, après son meurtre, le persécuté-persécuteur se glorifie d'avoir frappé, et s'il cherche à l'atténuer en l'expliquant, du moins ne le nie-t-il jamais.

CHAPITRE V

Considérations médico-légales. — Quelques éléments de diagnostic. — Irresponsabilité absolue et responsabilité partielle. — Les testaments des persécuteurs processifs.

Les observations qui précèdent et la description sommaire que nous avons donnée du délire des persécuteurs processifs démontrent toute l'importance qu'il y a pour le médecin légiste à bien connaître cette catégorie de malades. Cette importance s'accroît encore, si l'on considère que les persécuteurs processifs sont, au premier chef, tout aussi bien que les paralytiques généraux, des aliénés médico-légaux, si l'on veut bien nous permettre ce barbarisme. Ils entrent pour les deux tiers dans la statistique des aliénés criminels en traitement à l'asile de Bassens, et les travaux publiés sur les aliénés criminels méconnus montrent qu'ils figurent dans cette catégorie pour un chiffre important (1).

Les persécuteurs processifs deviennent donc fréquemment des criminels, et trop souvent les médecins méconnaissent leur délire, les magistrats ne songent pas à les faire examiner, et ils vont en cour d'assises où ils se défendent comme des coupables se vantant de leur crime. Cet état de choses tient à la nature même du délire de nos malades. Chez eux, en effet, le point de départ du délire n'est pas une invention, mais un

(1) Pactet, *Les aliénés méconnus et condamnés par les tribunaux*. (Thèse de Paris, 1891.)

fait vrai dénaturé à leur préjudice. De plus, leurs facultés syllogistiques ne sont pas atteintes : l'enchaînement logique de leurs propositions demeure rigoureux, au point que, leurs prémisses supposées vraies, on est obligé d'admettre leurs conclusions comme légitimes.

Et ici on n'a pas, comme chez les persécutés du type Lasègue, la bonne fortune de trouver, à la base de tout cet échafaudage de délire, les hallucinations et les illusions sensorielles qui mettent immédiatement sur la voie du diagnostic. En outre, autant le persécuté du type Lasègue parle peu volontiers de ses malheurs imaginaires, répondant systématiquement à toutes les questions : « Vous le savez aussi bien que moi », autant le persécuteur processif en parle au contraire volontiers, et à l'instruction il a plutôt l'air d'un coupable qui se défend et cherche à atténuer ses actes par l'excuse de la vengeance, que d'un malade irresponsable de ses actes. C'est ce qui explique que les magistrats négligent souvent de faire examiner, au point de vue mental, les prévenus appartenant à cette catégorie d'aliénés, et que, s'ils les font examiner, beaucoup d'entre eux ont de la peine à admettre comme démontré leur état d'aliénation mentale.

Et encore, quand parfois un magistrat, plus au courant que la généralité de ses collègues de ces questions de dégénérescence mentale, voit ses soupçons s'éveiller et les soumet à l'examen d'un spécialiste, les causes d'erreur sont si nombreuses que l'homme de l'art conclut trop souvent à de l'exaltation, mais à l'intégrité des facultés intellectuelles, et par suite, à une entière responsabilité. C'est le cas des deux sœurs R... qui font le sujet de notre quatrième observation et qui eurent le talent d'induire en erreur le médecin habituel au rapport du parquet et un directeur-médecin honoraire de l'asile de Bassens, aliéniste expérimenté cependant. Cette erreur donna un coup de fouet à leur délire et entraîna avec

les autorités administratives et judiciaires les plus grosses complications.

Il importe donc que le médecin-expert ne néglige aucun élément d'information, quand sera soumis à son observation un de ces criminels dont les procès et la haine des juges semblent absorber toute l'activité intellectuelle. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, qu'arriver à formuler un diagnostic sûr est chose difficile, d'autant plus délicate que nous avons, en l'espèce, affaire à des dégénérés, c'est-à-dire que nous sommes en plein dans ce territoire vague et mal délimité qu'on a si heureusement dénommé les frontières de la folie.

Sommes-nous en deçà de ces frontières ou au delà ? Telle est l'épineuse question à résoudre, et l'homme de l'art n'aura pas trop de faire appel à toute sa sagacité et à sa plus scrupuleuse attention.

Il n'oubliera pas que les dysgénésies cérébrales coïncident assez communément avec certaines malformations physiques qui sont comme la révélation extérieure du développement défectueux de l'organisme. Il se souviendra aussi que, pour être moins marquées chez les dégénérés dits supérieurs dont font partie nos processifs que chez les individus occupant les plus bas échelons de la dégénérescence, ces malformations ne se retrouvent pas moins chez eux.

L'expert recherchera donc s'il existe des vices de conformation du crâne (macrocéphalie, microcéphalie, demi-microcéphalie, acrocéphalie, platycéphalie, plagiocéphalie, scaphocéphalie). Il constatera en même temps s'il n'existe pas de vices d'implantation des cheveux (anomalies du tourbillon qui peut être double ou rejeté de côté), du vitiligo du cuir chevelu avec défaut de pigmentation de la mèche qui en émane (mèche blanche).

Passant à la face, il examinera s'il n'y a pas de l'asymétrie, du prognathisme, un développement et une implantation

vicieuse des dents (1), du strabisme, de la surdi-mutité, du bégaiement, de la blésité, et son attention se portera tout particulièrement sur le pavillon de l'oreille (2), dont les anomalies de développement figurent au premier rang des stigmates physiques de dégénérescence, et sont d'autant plus intéressantes qu'elles constituent le plus souvent chez les dégénérés supérieurs la seule malformation constatable. Les principales sont les suivantes : grandes oreilles détachées de la tête (oreilles en anse de cruche), hélix non ourlé, développement anormal du tubercule de Darwin, prolongement de la racine de l'hélix qui, rejoignant l'anthélix, sépare ainsi la conque en deux parties (Féré et Huet), atrophie ou disparition du lobule de l'oreille (Morel), adhérence anormale du lobule (3).

Du côté du tronc, on examinera, chez l'homme, s'il n'existe pas de la gynécomastie, un bassin élargi à forme féminine, et on notera toutes les anomalies de développement des organes génitaux.

Au point de vue psychique, on scrutera soigneusement l'hérédité du prévenu, et non pas seulement son hérédité neuropathologique, mais son hérédité diathésique ; on recherchera ensuite s'il n'a pas été atteint dans son enfance de maladies infectieuses, de la fièvre typhoïde en particulier. On notera toutes les anomalies de l'intelligence qu'il a pu présenter, anomalies consistant surtout en un défaut d'équilibre des facultés, toutes les tares du caractère et de la conduite, toutes celles de l'émotivité et de la volonté, et on portera son attention sur l'existence ou la non-existence chez lui de quelques-unes de ces mille « manies » connues des personnes de son

(1) Alice Sollier, *De l'état de la dentition chez les enfants idiots et arriérés*. (Th. de Paris, 1887-88.)

(2) Frigerio, *L'oreille externe*, 1888.

(3) Féré et Séglas, *Revue d'anthropologie*, 1886.

entourage ou de son intimité, et qui dénotent le plus souvent une anomalie marquée des tendances et des goûts classant le sujet qui en est porteur dans le groupe des dégénérés.

On ne négligera pas non plus la constatation, si elle est possible, d'autres troubles mentaux dégénératifs qui peuvent exister chez le prévenu, tels que phobies, onomatomanie, graphomanie, obsessions, impulsions, etc.

De ces diverses constatations, résultera pour l'expert une première conclusion : Le prévenu est un dégénéré. Ce dégénéré est-il délirant ? Telle est la seconde question qu'il doit se poser et résoudre, et c'est ici vraiment que commence la partie réellement délicate de sa tâche.

Pour arriver à un résultat sérieux, il étudiera scrupuleusement l'histoire du sujet soumis à son observation, cherchera à saisir le point précis où au fait vrai succède l'interprétation fausse, et pour cela examinera attentivement les écrits de l'inculpé et souvent même les provoquera, car il est très remarquable que les aliénés processifs écrivent avec plaisir et se livrent aisément dans leurs écrits. Nous avons eu en notre possession une autobiographie d'un malade de cette espèce qui était très instructive et aurait fait excellente figure dans une galerie des aliénés peints par eux-mêmes.

L'expert permettra donc au prévenu, s'il est en observation dans un asile, ce qui est le cas le plus fréquent, ou, dans le cas contraire, sollicitera pour lui l'autorisation d'écrire aux autorités, aux Chambres, au Président de la République, d'adresser des protestations aux journaux, tous écrits dans lesquels il racontera son histoire sous le titre de « Crime sans nom, » réclamera l'assistance judiciaire « pour suivre contre le médecin et le personnel du service », et, comme le malade de Magnan (1), fera suivre sa signature de qualifications fan-

(1) Magnan et Sérieux, *Sur les aliénés persécuteurs*. (*Revue générale des sciences*. Paris, décembre 1891.)

taistes, telles que « attaché du ministère, » « citoyen de la République française, ou encore de lettres rangées en carré « H. W. D. R.

Et malgré tous ces éléments d'appréciation, la tâche du médecin légiste n'en sera pas moins pénible et périlleuse, tant est difficile la constatation de cette forme d'aliénation mentale.

Mais supposons le problème résolu et l'aliénation mentale du prévenu définitivement établie. Nous avons affaire à un persécuteur processif. Il faudra encore que l'expert réponde à cette question du magistrat : Quel degré de responsabilité incombe à l'aliéné dans l'acte délictueux ou criminel qu'il a commis, et c'est là un point extrêmement délicat et sur lequel l'accord n'est pas établi. Il s'agit ici, en effet, d'un de ces délires dits partiels, dans lesquels le trouble mental porte en apparence sur un point limité et paraît laisser intactes les autres facultés. C'est pour ces délires partiels qu'on a inventé la responsabilité partielle, la responsabilité proportionnelle que Legrand du Saulle, qui en est le père, voudrait bien essayer de séparer de la responsabilité partielle, mais qui se résout au fond en cette dernière.

Nous touchons ici à un point de doctrine des plus épineux, et nous ne voudrions pas aborder ces questions d'irresponsabilité absolue et de responsabilité limitée qui ont fait couler tant d'encre et qui ne sont pas encore résolues après les mémorables discussions sur la liberté morale dont retentit la Société de médecine légale au cours de cette fameuse séance du 14 juin 1875, où prirent la parole Brierre de Boismont, Falret, Legrand du Saulle, Morel, Dally, Jacob, Maury, Michéa et Cerise.

Cependant, il nous paraît que cette idée d'une responsabilité partielle découle d'une fausse notion des délires qu'on a, à tort selon nous, appelés partiels, et auxquels convient bien mieux

le qualificatif de systématisés, et nous nous rallions volontiers à la manière de voir de Falret, qui, partisan convaincu de la doctrine de l'irresponsabilité absolue, la défend en ces termes : « On ne s'imagine pas assez les difficultés insurmontables qu'on rencontrerait dans la pratique, si on laissait échapper ce principe fondamental pour lui substituer celui de la responsabilité partielle ; un inculpé est fou ou ne l'est pas. Si, en l'observant attentivement, on arrive à se convaincre qu'il présente les caractères de l'état de raison, quel qu'ait été d'ailleurs chez lui l'entraînement de la passion ou des circonstances, on doit admettre qu'il était libre, qu'il aurait pu résister, par conséquent qu'il est coupable et condamnable pour l'acte auquel il s'est livré. Tout ce qu'on peut demander pour lui, c'est le bénéfice des circonstances atténuantes.

» Dans le cas opposé, au contraire, si le médecin-expert arrive à constater l'état de folie du sujet confié à son examen, quels que soient la forme et le degré de cette folie, quelque apparence de liberté morale que cet individu ait conservée, il doit être considéré comme irresponsable : on l'absoudra comme malade (Falret) (1). »

Et, en fait, la recherche de la responsabilité d'un aliéné est pour un médecin une chose vraiment étrange. En présence des modifications profondes et si complexes que subit l'organisation morale de l'individu, modifications dont il n'a même pas conscience, comment distinguer les limites dans lesquelles sa liberté morale peut être conservée ? Admettre une semblable responsabilité, ne serait-ce pas en quelque sorte reconnaître que l'individu est libre de ne pas devenir aliéné ?

« En vérité, a dit Dagonet (2), toutes les questions qu'un magistrat peut poser au médecin relativement au degré de

(1) Falret, *La Responsabilité pénale des aliénés*. (Dictionnaire de Dechambre.)

(2) Dagonet, *Annales médico-psychologiques*, 1868, 4^e série, t. II.

liberté morale, de discernement ou de responsabilité d'un prévenu, échappent à sa compétence. Le seul criterium qui soit à sa disposition est l'existence ou la non-existence de la maladie, et ce criterium ne se fractionne pas. » (Dagonet.)

Nous disions plus haut que toutes ces questions de responsabilité partielle ou proportionnelle nous paraissaient tenir à une fausse notion du délire partiel, et c'est en effet l'opinion qui vient à l'esprit à la lecture du passage suivant de Legrand du Saulle :

» Puisque nous reconnaissons, dit-il, chez certains de nos malades, une part variable, mais non douteuse d'intelligence et de liberté, de quelque façon que ces attributs partiels se gouvernent, à quelques choses qu'ils s'appliquent, dans quelques circonstances qu'ils s'exercent, ne nous est-il pas possible d'analyser ces sortes d'états mixtes, de séparer les contrastes, d'expliquer les détails? On va m'objecter que, si des idées justes sillonnent un esprit malade, l'homme n'en est pas moins une vivante et harmonique unité ; qu'on ne peut pas morceler l'âme ; que, dans notre organisation psychique, il n'y a rien de partiel, rien de fragmentaire, et qu'entre les diverses parties il existe un principe de succession et de connexité qui ne permet pas de les isoler : qu'il est impossible de compter les degrés par lesquels la raison tombe dans le précipice, etc., etc. Je n'ignore pas de quelle valeur peuvent être ces arguments, mais je reste convaincu qu'il peut y avoir absence de raison, absence de la connaissance du bien et du mal relativement à certains objets, sans que, vis-à-vis des autres, il y ait altération évidente des facultés intellectuelles. Je crois, de plus, que le délire est quelquefois tellement circonscrit, et que l'intelligence est tellement libre sous tous les autres rapports, que le malade paraît sain d'esprit, tant que l'on ne dirige pas son attention vers le point sur lequel il extravague. Je n'en citerai qu'un seul exemple : pendant six

semaines, j'ai accompagné un homme de quarante ans, d'une intelligence très au-dessus de la moyenne, d'une instruction solide et d'une érudition remarquable, qui, sous l'influence d'hallucinations de l'ouïe, avait employé les moyens les plus variés et les plus terribles pour s'ôter la vie. Il avait toujours guéri de ses blessures ! Mon compagnon de route jouissait de tous les biens et de toutes les satisfactions qui peuvent constituer une heureuse existence ; il semblait même qu'il n'eût rien à souhaiter. Je flattai, chemin faisant, ses passions et ses goûts pour l'archéologie et la peinture, et j'écoutais même avec un grand intérêt ses démonstrations artistiques. Nous vécûmes de la même vie pendant plus de quarante jours, et, sur tous les sujets possibles, nous échangeâmes de longues conversations : souvent même, il m'attirait sur le terrain de la folie, et il s'étonnait que je voulusse toujours provoquer quelque incident capable de changer brusquement le cours de nos entretiens.

« J'ai lu, me dit-il, un ouvrage de quelques aliénistes très recommandables ; eh bien ! il m'a paru que ces médecins ne se faisaient pas une idée très nette de la liberté. Pour ce qui me concerne, si j'infligeais une bonne correction à l'un de ces individus qui se permettent parfois de m'insulter grossièrement dans la rue, je pourrais n'en être pas responsable, car le désir de me venger de ces outrages m'aurait aveuglé ; mais si je venais à vous prendre votre porte-monnaie, je ne serais qu'un voleur : Voilà toute la différence. »

Et Legrand du Saulle conclut, après Delasiauve, que, pour « quelques appréhensions fugitives, sans influence notable sur les déterminations ordinaires, il vaut mieux, au lieu de violenter la conscience des magistrats par des dogmes répulsifs, offrir à leurs scrupules une légitime satisfaction par de prudentes délimitations (1) . »

(1) Legrand du Saulle, *La folie devant les tribunaux*, p. 58.

Et d'abord, malgré tout le respect que nous avons pour le grand médecin légiste que fut Legrand du Saulle, il nous paraît que l'expert doit obéir à d'autres préoccupations qu'à celle d'offrir aux scrupules des magistrats une légitime satisfaction par de prudentes délimitations. Sans compter que, en dépit de toute l'originalité qu'il peut y avoir à faire trancher par un aliéné la question de l'irresponsabilité absolue ou de la responsabilité limitée, le cas de son voyageur nous paraît être non pas celui d'un délirant partiel, mais bien le cas d'un dégénéré lypémanique halluciné avec idées de persécution, paroxystique à certaines époques et raisonnant dans les intervalles, ce qui ôterait beaucoup de sa force à l'argument dont Legrand du Saulle fait si grand état. Et, en somme, y a-t-il des délires vraiment partiels qui affectent certaines facultés, laissant les autres indemnes, laissant indemne en tout cas ce que Legrand du Saulle appelle le discernement du bien et du mal, que les philosophes nomment la conscience morale et dont l'intégrité est la condition *sine quâ non* de la responsabilité pénale, dans l'état, du moins de notre législation basée sur le principe vrai ou faux de la liberté morale.

Si l'on réfléchit d'abord que la conscience morale et celle qu'on appelle psychologique ne sont qu'un seul et même pouvoir, puisque nous ne pouvons juger nos actes sans les connaître ni les connaître sans les juger, en second lieu que, l'œuvre principale de la conscience morale étant la conception d'une loi morale, elle ne se sépare pas de la raison, qu'elle est une raison pratique, on pourra difficilement admettre que la raison ne soit faussée que sous un seul de ses aspects, qu'elle ne puisse plus sainement apercevoir, contrôler les motifs, les analyser et en déduire l'action et qu'elle conserve encore le pouvoir de juger l'acte accompli d'après la maxime qui l'a inspiré.

Mais ce n'est pas le lieu de nous livrer ici à des considéra-

tions philosophiques qui seraient hors de notre sujet, et nous aimons mieux dire tout de suite que, si Legrand du Saulle admet pour le persécuté la possibilité de répondre dans une mesure restreinte de ceux de ses actes qui auraient été notoirement accomplis en dehors de ses conceptions délirantes habituelles, cette interprétation peut jusqu'à un certain point s'expliquer par ce fait que Legrand du Saulle comprenait dans son délire des persécutions des formes mentales très diverses. Sa théorie de la responsabilité proportionnelle devrait, selon nous, en dehors de ces quelques appréhensions fugitives sans influence notable sur les déterminations ordinaires sur lesquelles il édifie toute sa doctrine et qui doivent beaucoup ressembler aux prétendus troubles mentaux de la grossesse, s'appliquer tout au plus aux dégénérés non délirants qui, par suite du vice de développement de leur système nerveux, n'aperçoivent plus qu'imparfaitement les motifs et sont par suite peu capables de juger l'acte accompli d'après la maxime qui l'a inspiré, à ceux, en un mot, qu'on a si heureusement appelés des imbéciles moraux.

Et encore, combien ce terrain est-il périlleux, et de quel criterium usera-t-on pour apprécier l'intensité de cette responsabilité ? Qui donc pourra jamais construire une table des degrés de la responsabilité, en variation de la fonction conscience morale ? De sorte que nous sommes fatalement astreints à nous mouvoir dans le domaine du vague et de l'à-peu-près.

« Non, comme le dit fort bien le Dr Campagne (1), la doctrine de la responsabilité partielle n'a pas de raison d'être dans l'état actuel de la psychiatrie, et si, grâce à l'immense talent avec lequel on l'a soutenue, elle venait à prévaloir, les maniaques raisonnants seraient indubitablement les premiers à subir ses regrettables conséquences.

(1) Campagne, *La manie raisonnante*, p. 391.

» Selon nous, ces aliénés, malgré leur lucidité intellectuelle, ne sont pas responsables de leurs actes ; dépourvus de sentiment moral et n'ayant de la moralité qu'une idée vague, variable et sans consistance, ils ne sont plus en état de contrôler et surtout d'arrêter les impulsions énergiques et répétées qui proviennent de leurs passions. Toutes les fois que celles-ci sont en jeu, leur conscience disparaît, et avec elle leur libre arbitre ; car ils manquent de plusieurs facultés destinées à opposer un frein, à faire contre-poids, à équilibrer les mauvaises tendances et les défauts de leur constitution mentale. »

Ni les doctrines de la responsabilité complète, ni celles de la responsabilité partielle, ne sont donc applicables aux malades qui nous occupent. Ils doivent rentrer dans la catégorie des aliénés en général, et relèvent de l'article 64 du Code pénal ; ils constituent, malgré l'opinion contraire de Faustin Hélie (1), des cas de démence légale.

Au surplus, les progrès de la psychiâtrie aidant, pareilles discussions cesseront bientôt d'avoir un autre intérêt qu'un intérêt purement historique. La théorie du libre arbitre, fondement actuel de tout notre édifice législatif, la notion de ce pouvoir qu'a la volonté de n'être pas enchaînée par les motifs et de choisir entre eux perdent sans cesse du terrain, refoulées par la marche en avant de la psychologie morbide et la connaissance tous les jours plus complète de la dégénérescence mentale.

Déjà, du reste, les experts commencent à se refuser à doser quotidiennement les infiniment petits de la volonté. Le boulet du libre arbitre devient trop lourd à traîner et ils demandent à s'en dégager. Ils commencent à s'apercevoir, avec le Dr Dubuisson (2), que la liberté morale contient en germe des

(1) Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, 4^e édition, t. I, p. 526.

(2) Dubuisson, *Archives d'anthrop. crim.*, 1892.

abus innombrables et que, en face de la difficulté chaque jour plus grande de séparer l'aliénation de la criminalité, « elle ouvre une porte par où toute la criminalité peut s'écouler dans toute l'aliénation. »

Les experts protestent donc contre les exigences d'une théorie pénale qui leur impose la recherche de ce qu'ils nomment une entité métaphysique: la volonté. Nous ne pouvons, dans ce travail, développer ce qu'on pourrait nommer le terrain neutre que certains d'entre eux proposent en manière de transaction. M. Paul Garnier (1) et M. Semal (2) ont, d'ailleurs, dans de fort beaux livres, fait l'exposé très clair du rôle de l'expert en tant que pathologiste et clinicien. Mais il est certain que si l'on ne veut, en présence de l'empiètement sans cesse croissant du domaine de l'aliénation mentale et des libérations progressives qu'il entraîne, voir, par la porte du libre arbitre comme criterium du délit et de la répression, s'écouler dans l'irresponsabilité et l'acquittement sans condition, la meilleure part de la criminalité, il faut chercher à édifier sur des bases nouvelles le principe de la sanction sociale. Ces bases, on les trouvera dans ce fait que le criminel est « un danger pour la collectivité, et, pour chaque cas déterminé, l'analyse de ce danger social comportera l'étude de l'antisociabilité de l'acte et celle de l'antisociabilité de l'agent. En attendant, la foi s'en va, j'entends la foi dans les doctrines classiques, et notre droit devient comme un temple dont le dieu contesté et discuté commence à ne plus inspirer ni le respect ni la crainte. Situation très grave dont on doit s'émouvoir (3). »

L'étude des persécuteurs processifs soulève une autre ques-

(1) Paul Garnier, *La folie à Paris*, 1890.

(2) Semal, *La responsabilité morale et pénale*. Gand, 1891.

(3) Dallemagne, *Dégénérés et déséquilibrés*. Bruxelles, 1895.

tion médico-légale : celle de la validité ou de la non-validité de leurs testaments.

« Lorsque le persécuté est mort, tout n'est pas fini, dit avec raison Legrand du Saulle. L'administration, la justice ou la famille se trouvent d'ordinaire en présence d'écrits, de dénonciations d'outre-tombe ou d'actes de dernière volonté. Le malade a appelé sur ses ennemis toutes les malédictions du ciel : il a déshérité les siens et accusé ses parents ou ses voisins de toutes les infamies : il a donné des ordres pour son autopsie, et il a exigé que l'on proclamât ultérieurement dans un procès-verbal officiel toute la pureté de sa vie ; il a arrêté l'heure de la cérémonie funèbre et tracé l'itinéraire de son convoi, car « pour des raisons secrètes », certaines rues doivent être évitées ; il a pris toutes ses précautions pour que sa sépulture fût à l'abri des profanations, et parfois il a composé son épitaphe. Souvent, dès le lendemain, d'interminables procès s'engagent (1). » (Legrand du Saulle.)

Le persécuté ayant en général pris les siens en haine, les déshériterait ; « il éprouve une joie infinie à la pensée que sa mort n'enrichira point des gens qui lui ont fait du mal, qui se sont moqués de lui, qui l'ont calomnié, injurié ou dénoncé, qui l'ont attiré dans des pièges ou des guets-apens, qui ont cherché à l'empoisonner, etc. (2) » (Legrand du Saulle.)

Aussi lègue-t-il sa fortune à une ville, aux pauvres ou bien il fonde des prix. Il met d'habitude le plus grand soin à la confection de son testament : il le fait, le refait, y ajoute codicilles sur codicilles. Il y est long, diffus, relate tous les griefs qu'il croit avoir, toutes les persécutions auxquelles il croit avoir été en butte. Il ne dissimule plus son délire, l'étale au grand jour et son testament constitue une

(1) Legrand du Saulle, *Étude médico-légale sur les traitements contestés pour cause de folie*, 1879, p. 360.

(2) Legrand du Saulle, *loc. cit.*, p. 36.

véritable autobiographie médicale qui devient le document le plus décisif entre les mains du médecin-expert.

« Les persécutés qui ont résolu d'en finir avec leurs persécuteurs, et qui sont sur le point de commettre l'acte homicide qu'ils méditent depuis longtemps, ont la précaution de faire la veille ou les jours qui précèdent leur crime, leur testament qui d'ordinaire est alors court. Tel est celui de cette femme qui tira, le 6 août 1871, à l'église, plusieurs coups de pistolet sur le curé de Montmartre. Il tient en cinq lignes. La malade y exprime le désir que tout ce que l'on trouvera sur elle soit envoyé à Bruxelles pour être distribué aux pauvres de la ville, et qu'avec l'argent contenu dans sa bourse on fasse transporter sa malle de Chambéry à Bruxelles pour que son contenu reçoive la même destination (1). » (Ritti.)

En règle générale, les caractères des écrits des persécutés-persécuteurs, leurs testaments, sont moins difficiles à juger que ceux des autres malades. Aussi la tâche du médecin-expert présente dans ces cas peu de difficultés.

Nous ne voudrions pas clore ces quelques considérations médico-légales, sans dire combien, dans un but de préservation sociale, il serait à souhaiter que l'examen médical devint la première étape de l'instruction de toute affaire délictueuse ou criminelle.

Il serait superflu d'insister, pour ce qui concerne les persécutés, en particulier, sur les conséquences fâcheuses qui résultent du fait d'avoir méconnu leur état morbide lors du premier méfait qui les amène devant les tribunaux. Si leur maladie pouvait être diagnostiquée dès ses premières manifestations, l'internement des malades supprimerait le danger permanent qu'ils constituent pour la société.

Il est incontestable qu'en dehors d'études spéciales, l'inap-

(1) Ritti, article PERSÉCUTION, in *Dictionnaire* de Dechambre.

titude à reconnaître certaines psychoses, celles surtout qui font le sujet de notre dissertation inaugurale, est inévitable. Par suite, le magistrat ne saurait discerner en toute certitude l'existence d'une maladie mentale, de celles en particulier qui vont avec une intégrité presque complète des facultés syllogistiques : le pressentiment vague et instinctif qu'il peut avoir comme tout le monde, en dehors des médecins, des faits de cet ordre, ne saurait suffire dans l'accomplissement d'une mission qui, pour être irréprochablement remplie, exige l'emploi d'une méthode rigoureuse et scientifique.

Nous ne réclamons pas pour le médecin qu'on le laisse empiéter sur le terrain juridique : nous demandons seulement qu'on délimite plus judicieusement les sujets qui relèvent plus spécialement de la compétence du magistrat et ceux qui relèvent de la compétence du médecin : ce serait là, d'après nous, le vrai moyen de mettre fin à une confusion préjudiciable aux intérêts de l'aliéné autant qu'à ceux de la société.

Déjà, en 1891, Pactet, dans sa thèse sur les aliénés méconnus, formulait le vœu qu'on créât à Paris un poste de médecin aliéniste attaché au Dépôt de la préfecture de police, mesure qu'il considérait comme un acheminement vers des réformes plus radicales. Nous ne pouvons que nous associer pleinement à son vœu, sans nous dissimuler non plus que lui que « les idées des générations précédentes pèsent d'un poids trop lourd sur les opinions d'une génération pour qu'une réforme comme celle que nous réclamons ne demande pas quelque temps pour s'accomplir, d'autant que les modifications rétrogrades, qu'il est depuis quelque temps question d'apporter à la législation des aliénés, ne sont pas faites pour nous donner l'illusion qu'on doive bientôt s'engager dans la voie des réformes positives et scientifiques (1). » (Pactet.)

(1) Pactet, *Les aliénés méconnus*. (Thèse de Paris, 1891.)

CHAPITRE VI

TRAITEMENT. — SORTIES

Il va de soi qu'il n'existe pas de traitement spécialement dirigé contre cette forme particulière de psychose dégénérative qu'on appelle la folie des querelles et des procès. Ce genre de malades, lorsque leur délire est confirmé, devient un fléau de famille et souvent un danger social. Leur séquestration s'impose donc comme une mesure nécessaire de sécurité. Mesure de précaution, l'isolement de la maison de santé, en extrayant le malade de son milieu habituel, constitue aussi le meilleur mode de traitement.

Et, à ce propos, qu'il nous soit permis d'ajouter, en ce qui concerne les aliénés criminels, que la solution la plus conforme aux données de la science et à l'intérêt public consisterait à les placer pour le temps nécessaire et avec les garanties médico-judiciaires légales dans l'un de ces asiles d'aliénés criminels dont certains pays, comme l'Écosse et l'Angleterre, sont depuis longtemps pourvus et que la majorité des spécialistes réclame en France comme un intermédiaire indispensable entre la prison et l'asile proprement dit. « Ainsi, dit le docteur Régis, cesseraient à tout jamais ces controverses et ces conflits qui divisent depuis tant d'années la science et la justice, controverses et conflits qui ont pour résultat, dans un siècle comme le nôtre, de livrer au dernier supplice un régicide aliéné, comme Guiteau, ou de le jeter à perpétuité,

comme Passamante, dans une prison où il donne au monde le spectacle d'un forçat parvenu au dernier terme de la dégradation et de la démence (1). » (Régis.)

Les persécuteurs processifs réclament très fréquemment leur sortie quand ils sont internés dans une maison de santé ; ils adressent des réclamations à tous leurs parents et à toutes les autorités, et cela avec une si grande insistance que le médecin est souvent consulté sur la possibilité de leur mise en liberté. Quelle conduite devra tenir le médecin ? Nous ne saurions mieux faire que de nous en rapporter aux sages conseils que donne à ce propos le Dr Campagne dans son traité de la *Manie Raisonnable* (2).

« Obligé, nous dit cet aliéniste distingué, obligé de se prononcer carrément sur cette question, il réfléchit, il hésite, et nous avouerons volontiers que ses hésitations sont bien légitimes. D'un côté, il sait pertinemment que ces aliénés ne sont pas en état de jouir longtemps de leur liberté, d'un autre côté, il sait que les personnes appelées auprès d'eux par affection, par intérêt ou par devoir, sont disposées à les croire raisonnables et à se joindre à ces infortunés pour se plaindre d'une séquestration réputée arbitraire. Dans cette singulière alternative, il subit une pression qui, ajoutée au vif désir qu'il a lui-même de se débarrasser d'un être tracassier, importun et mauvais sujet, finit par le décider à faire un certificat favorable à la sortie. Nous ne le blâmons pas de prendre cette mesure qui, parfois, est un peu forcée, mais nous l'engagerons à résister autant que possible à toutes ces influences, et, dans tous les cas, nous lui conseillerons de chercher à mettre sa responsabilité à couvert....

» On le voit, notre opinion sur cette question est claire et

(1) Régis, *Des régicides dans l'histoire et dans le présent*. (In *Revue d'anthropologie criminelle*, 1890, p. 33.)

(2) Campagne, *loc. cit.*, p. 386.

nette au point de vue de la science, tandis qu'au point de vue de l'application, elle se ressent des idées regrettables répandues depuis quelque temps contre les asiles d'aliénés. Tout préjugé social, du moment qu'il est généralement accepté, a, en quelque sorte, force de vérité, surtout quand il roule sur des points de première importance. Celui qui a trait aux séquestrations arbitraires, malgré son absurdité, est dans ce cas. Aussi pensons-nous que, sans partager cette erreur, l'homme de l'art doit en tenir compte dans les limites de sa conscience et de ses convictions. »

CONCLUSIONS

I. — Les persécuteurs processifs constituent une variété des persécutés-persécuteurs qui se distinguent des persécutés du type Lasègue par des caractères cliniques bien tranchés.

II. — Lorsque ces aliénés deviennent criminels, le médecin-expert doit les considérer comme absolument irresponsables.

III. — Leur internement s'impose dans un but de sécurité sociale.

IV. — Il serait désirable que la France fût, à brève échéance, dotée d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 8 mars 1895.

Le Recteur,
J. GÉRARD.

Vu et approuvé :
Montpellier, le 8 mars 1895.

Le Doyen,
MAIRET.

SERMENT

En présence des Maîtres de cette Ecole, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure, au nom de l'Être suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent, et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe, ma langue taira les secrets qui me seront confiés, et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes Maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères.

Que les hommes m'accordent leur estime, si je suis fidèle à mes promesses ! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères, si j'y manque !
